

VPOD :
Réponse à W. Renschler
Jura-Sud :
Vers l'affrontement
Iran :
Révolution agraire
au Kurdistan

N° 215 / 15 septembre 1979
DIXIEME ANNEE

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} Internationale

Iran:



voir page 10

Pays de l'Est:



voir page 11

PDC:

Participez

Décidez

Construisez



démocrate
chrétien

notre dossier pages 6-7

Nicaragua: contre l'étranglement de la révolution



photo la brèche

Une aide massive et immédiate !

sommaire

EDITO	
Nous sommes "extrêmement" réalistes	3
Nicaragua : pas d'attentisme	3
LMR-infos	3
SOCIAL	
La LMR répond à W. Renschler	4
Dans les syndicats : la FTMH et les 40 heures	4
Formation professionnelle et jeunesse immigrée (2)	5
DOSSIER	
PDC : 100 o/o bourgeois avec un pied dans la classe ouvrière	6-7
POLITIQUE	
Jura-Sud : vers l'affrontement	8
Berne : nous n'avons rien en commun avec les partis bourgeois	8
Le Crédit suisse, professionnel du mensonge	9
Un bourgeois bien tranquille...	9
INTERNATIONAL	
IRAN : Khomeiny tente d'écraser une révolution agraire	10
Sauvons nos camarades du PST	10
PAYS DE L'EST	
La crise, dans les pays de l'Est aussi ?	11
NICARAGUA	
Contre la détresse et l'impérialisme, mobilisons-nous !	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : prendre contact avec nous
 abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale
 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

8bis rue de la
 Tour, 1004
 Lausanne, tél.
 23 05 91.

LIBRAIRIE La-Taube



22 rue Saint-Léger, 1204
 Genève, tél. 20 68 02.

Apparemment aux élections nationales : la ligne en zig-zag du PdT

A Bâle, le PdT et les POCH se sont prononcés favorablement sur la proposition d'apparemment faite par la LMR. A Zurich, l'apparemment a été repoussé par le PdT à une seule voix de majorité. A Genève, le PdT n'est même pas entré en matière, dans le canton de Vaud, le POP non plus, prenant ainsi le risque de perdre son second siège et préférant éviter à tout prix que, par le jeu du plus fort reste, ce siège revienne à la LMR.

Le PdT inscrit ainsi un nouveau brillant chapitre dans le livre d'or de la dialectique électoraliste, qui, contrairement à toute logique, considère que ce qui est valable à Bâle l'est beaucoup moins à Zurich, plus du tout à Lausanne et n'a strictement rien à voir avec la situation genevoise. La cohérence des principes y perd un peu, mais l'ensemble dégage un petit fumet de cantonalisme vieillot qui ne doit pas déplaire aux couches "anti-monopolistiques" tant prisées par le PdT.

Lausanne : la Municipalité dit halte aux garderies ! communiqué de presse

Suite à l'article paru dans 24 Heures le 25 août qui présentait le récent préavis de la Municipalité au sujet des garderies d'enfants, le Groupe Garderies et Halte-Garderies de Lausanne tient à exprimer son indignation et sa déception.

En affirmant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et après avoir travaillé plus d'un an sur la question, la Municipalité exprime clairement son refus de répondre à des besoins qui sont pourtant bien réels : d'une part, de nombreux quartiers sont encore dépourvus de garderies (Chailly, Est lausannois...); dans d'autres quartiers, leur capacité d'accueil est très insuffisante (centre ville, sous-gare...); d'autre part, des garderies et halte-garderies privées ont leur développement compromis par de graves problèmes financiers, alors que la Municipalité refuse d'envisager le principe d'une subvention globale.

A travers le maintien de la notion de "cas social", même élargie, la Municipalité de Lausanne continue à diviser les femmes entre mères "normales" et mères "obligées de travailler" ou "malades" avec toutes les conséquences que cela entraîne (culpabilité des mères, image des garde-

ries...); elle nie du même coup le droit des enfants à bénéficier du cadre et des possibilités éducatives d'une garderie. Elle utilise enfin le critère de "cas social" pour déterminer quels enfants sont admis en garderie communale et quels enfants, fréquentant une garderie privée, peuvent être soutenus financièrement.

Les garderies devraient être un service public, accessible sans discrimination à tous les enfants.

Utiliser le terme de "pure convenance personnelle" pour les mères qui placent leur enfant dans une garderie pour des raisons autres qu'économiques ou de santé dénote un mépris et une méconnaissance totale des problèmes que pose l'éducation des enfants.

Le Groupe Garderies et Halte-Garderies de Lausanne espère vivement que le Conseil Communal apportera d'autres réponses lors du débat qui doit prochainement avoir lieu sur cette question.

le 1er septembre 1979
 le Groupe Garderies
 et Halte-Garderies
 de Lausanne



Tunisie : procès de la résistance syndicale

La "justice" tunisienne ne chôme pas : le 21 août, le tribunal de première instance de Tunis a condamné 49 militants syndicalistes à des peines allant de 1 an à 3 ans et 9 mois de prison ferme. Ils étaient accusés d'avoir

organisé la résistance syndicale clandestine après la mise au pas de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Ils avaient mis sur pied des groupes syndicaux indépendants de l'UGTT ca-poralisée et diffusé une édition clandestine du journal "Ech Chaab" (Le Peuple) dans les usines et les quartiers populaires.

Après 8 mois de détention, dans des conditions inadmissibles, ils ont comparu une première fois devant le tribunal le 19 juillet. Sous prétexte de l'absence de deux d'entre eux, le juge a reporté la séance au 11 août.

Le procès du 11 août s'est déroulé dans des conditions scandaleuses : les familles des militants n'ont pu accéder à la salle, celle-ci ayant été remplie par les flics et les mouchards du parti destourien. Rassemblés devant le palais de "justice" pour protester contre cette interdiction, les familles ont été chargées par la BOP (Brigade de l'ordre public). Devant cette attitude, les avocats ont refusé de plaider et ont dénoncé la transformation de ce procès normalement public en un procès à huis clos. Les 21 militants en état d'arrestation ont refusé cette parodie de justice en scandant des slogans et chantant des chants révolutionnaires. Les autres mi-

litants en liberté provisoire ont décidé de rester à l'extérieur du palais et de boycotter le procès tant que les portes restaient fermées au public. Prétextant de cette attitude, le juge les a considérés comme étant en fuite. Sans interrogatoires ni plaidoiries, la séance fut levée après trois heures de débats et l'annonce du verdict fixée au 21 août.

Venant après les procès des "flagrants délits" lors des manifestations de janvier 1978, après celui de la direction légale de l'UGTT en octobre 1978, des militants et cadres syndicaux de Sousse, Sfax, Mateur, Béja, du Parti révolutionnaire du peuple tunisien (PRPT) en juin 79, ce procès a lieu alors que se préparent le congrès du Parti "socialiste" destourien et la succession du président à vie, Bourguiba.

Dans ce contexte, le régime essaie de se donner à bon compte une image libérale en grâçant Habib Achour, ancien dirigeant de l'UGTT. En même temps, comme on le voit la bourgeoisie tunisienne n'hésite pas à réprimer tous ceux qui organisent concrètement la résistance des travailleurs à l'exploitation. Rappelons que, selon les sources officielles, il y a 150 prisonniers politiques en Tunisie.

un militant syndicaliste tunisien

8bis rue de la
 Tour, 1004
 Lausanne, tél.
 23 05 91.

LIBRAIRIE La-Taube



22 rue Saint-Léger, 1204
 Genève, tél. 20 68 02.

LA BRECHE, UN INSTRUMENT UTILE !

soutenez la brèche

organe bimensuel
 de la ligue marxiste révolutionnaire
 section suisse de la IVème Internationale



abonnez vous !

A propos de l'Iran par exemple :

Depuis plusieurs années, la brèche a rendu compte régulièrement du déroulement de la lutte des classes en Iran. Depuis novembre 1978, nous avons publié dans chaque numéro - à une exception près - un ou plusieurs articles sur ce thème.

Nous avons souligné, bien avant qu'il ne rentre en Iran, les positions anti-ouvrières de Khomeiny. L'importance de la question nationale a été présentée dès le mois de mars. Les analyses que nous avons faites sont aujourd'hui globalement confirmées. Cela non pas parce que nous lisons dans le marc de café, mais parce que, militants d'abord, nos articles visent à cerner les tendances principales de la lutte de classes, à montrer que ce qui apparaît aujourd'hui sera décisif demain.

C'est ce qui fait de la brèche un bimensuel qui ne se contente pas de commenter l'actualité, mais qui la précède souvent !

Ce que veut la LMR



Ligue marxiste révolutionnaire

La Brèche, CCP 10 - 25 669, Lausanne
 mention : "souscription".

Les élections approchent, les partis bourgeois déploient leurs forces (financières en l'occurrence, parce que du point de vue militant...) : placards publicitaires pleine page, dépliant luxueux, programmes électoraux "design", affiches polychromes, tout l'arsenal, quoi. Si vous saviez ce que les responsables financiers de ces partis doivent se marrer en voyant notre souscription de fr. 25 000.- : avec une somme pareille, ils couvriraient tout juste le premier jour de campagne.

Ce n'est pas une raison pour ne pas prendre notre appel au sérieux, car même si nous ne disposons pas des "généreux donateurs" - aussi anonymes que les sociétés qu'ils dirigent - de ces partis, nous allons assurer une présence suffisante de notre organisation partout où cela est possible et nécessaire. Et pour mieux faire connaître la LMR, son action et ses buts, nous publions l'ouvrage ci-contre : 136 pages, pour vous informer, pour débattre et (pourquoi pas ?) pour adhérer.

En le lisant vous pourrez constater que vos versements sont vraiment bien utilisés ! En plus, même si vous avez versé toutes vos économies, il vous restera sûrement encore de quoi l'acheter, vu son prix (fr. 5.-).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

GENEVE

Salle des fêtes de Thônex
 sa 14 septembre, 16h. à 02h. : FETE DES
 TRAVAILLEURS HOSPITALIERS.

16h. : groupes de discussion - 19h.30 :
 meeting avec des syndicalistes et des hos-
 pitaliers genevois et français - 21h. : Léo
 Ferré - 23h. : bal avec Plenitud. Entrée :
 fr. 8.-, ét., ap. : fr. 5.-, soutien : fr. 12.-.
 Org. : VPOD, FchP, travailleurs non-syn-
 diqués et commission de mobilisation.

Salle d'Avanchet (près Balaxert)
 sa 15 sept. : Fête de solidarité avec le
 peuple chilien. Chili 73-79 : six ans de
 lutte contre le fascisme. 18h. : meeting -
 19h. : fête folklorique - 23h. à 03h. :
 bal. Org. : ASRC, Association de soutien
 à la résistance chilienne.

Terrain de jeu de la place St-François
 rue des Voisins
 sa 15 sept. : fête organisée par le Groupe
 logement Plainpalais : stands, musique...

Centre de Loisirs de l'Avanchet

sa 15 sept. : fête du centre de loisirs et
 de rencontres, dès 11h. 15h.30 : Les Mon-
 treurs d'Images - dès 18h.30 : bal.

Café des Granges - Malval
 sa 22 sept. : Technicolor (rock).
 je 27, ve 28, sa 29 sept : musique péruvien-
 ne, avec 5 musiciens de Lima.

CAC - Voltaire
 jusqu'au 5 oct. : la relève américaine : les
 années 70 - 14 films américains en alter-
 nance.

New Morning
 lu 17, ma 18 sept. : Dollar Brand.
 Casino Théâtre
 sa 28 sept., 20h.30 : Michel Bühler.

Grand Café du Grütli
 à 21h. : Les Mystères de Paris, par le Théâ-
 tre Mobile, d'après Eugène Sue - 1er
 épisode : du ma 18 au sa 22 sept. - 2ème
 épisode : du ma 25 au sa 29 sept. - 3ème
 épisode : du ma 2 au sa 6 octobre.

Théâtre de Carouge

Dès le ma 2 oct., 20h.15 : Théâtre suisse :
 Le Quai, de Jacques Probst.

Apéritif-Théâtre de Carouge
 Dès le ma 2 oct., 18h.30 : Dans le dos du
 maître, de Orlando Beer.

LAUSANNE

Ancienne usine à gaz de Malley
 du me 19 sept. au sa 6 oct., 20h.30 : Est-
 ce que tu m'aimes vraiment ?, de Ronald.
 D. Laing, par le Théâtre Kleber Méleau -
 sauf di et lu - bus no 7, 19, 27.

Théâtre de Vidy
 je 20, ve 21, sa 22 sept., 20h.30 : Pia Co-
 lombo.

NYON

Aula du collège de Nyon
 sa 29 sept., 20h.30 : Michel Bühler.
 LA CHAUX-DE-FONDS
 Centre ABC
 ve 28 sept., 20h.30 : Notamment (chansons)

DELEMONT

Salle Saint-Georges
 je 4 oct., 20h.30 : La bonne âme de Sé-
 Tchouan, de Brecht par le TPR (Théâtre
 Populaire Romand).

LE LOCLE

A la Grange
 sa 29 sept., 20h.30 : Notamment (chansons)

MOUTIER

Galerie Zahno
 ve 21 sept., 20h. : Jacques de Vaal.

ORON LA VILLE

Cinéma d'Oron
 je 20, ve 21, sa 22 sept. : La plus belle
 soirée de ma vie, de Ettore Scola.
 je 27, ve 28, sa 29 sept. : L'incompris, de
 Luigi Comencini.
 je 4, ve 5, sa 6 oct. : L'An 01, de Jacques
 Doillon et Gédé.
 Faye Nomène

Pas d'attentisme!

La situation dans laquelle se trouve la révolution nicaraguayenne est grave, très grave. Une aide matérielle massive doit lui parvenir rapidement, sans quoi la misère, le dénuement et la faim feront le jeu de l'impérialisme (cf. notre article en dernière page). Il n'est donc pas question de temporiser. Il faut, partout où cela est possible, lancer rapidement une large campagne d'aide matérielle et d'information. Les possibilités d'action ne manquent pas :

le gouvernement suisse dispose d'un fonds d'aide humanitaire dont le montant prévu cette année est de 4,5 millions de francs. Les cantons et certaines communes disposent également de tels fonds.

les grands trusts de la chimie ont réalisé de substantiels bénéfices durant le premier semestre 1979, en particulier dans le secteur agro-chimique. Or le Nicaragua a un urgent besoin d'engrais. En outre Ciba-Geigy, Sandoz, Hoffmann-La Roche produisent également les médicaments et vaccins qui font défaut à la population.

Nestlé, trust mondial de l'alimentation a non seulement réalisé 739 millions de bénéfice net déclaré en 1978, mais possède à Matagalpa, au Nicaragua, une fabrique financée aux deux tiers par la Banque Interaméricaine de Développement et le gouvernement nicaraguayen !



Managua aujourd'hui : des pâtés d'immeubles à moitié détruits, séparés par des terrains vagues où poussent les bidonvilles.

Selon les situations locales, on procédera au lancement de comités regroupant toutes les personnes désireuses d'apporter leur aide à la révolution nicaraguayenne, soutenus par les organisations politiques et syndicales. Là où de tels comités existent déjà, il faut chercher à étendre au maximum leur influence. Ailleurs, des comités cartellaires, rassemblant toutes les organisations intéressées, pourront remplir la même fonction. L'essentiel est de développer une large campagne unitaire de mobilisation et d'information, qui sache utiliser toutes les possibilités pour obtenir de l'aide, pour développer la sensibilisation sur les besoins du Nicaragua et sur les manoeuvres de l'impérialisme, brisant ainsi la chape de silence de la presse bourgeoise. La campagne pour les élections nationales offre aussi une excellente occasion pour s'adresser aux parlementaires et aux candidats.

Afin d'accroître au maximum l'impact de ces comités et pour pouvoir, par exemple, mener une campagne centralisée vis-à-vis du gouvernement fédéral, la coordination nationale des comités est également un aspect de notre travail de solidarité.

* Pour une aide massive, immédiate et sans conditions au Nicaragua !

* Pour la défense de la révolution nicaraguayenne !

* Impérialistes, bas les pattes devant le Nicaragua !

Ptr

DONS :
CCP 80 - 60 518, Nicaragua-Solidaritätskomitees,
ZURICH.

LMR INFOS...

Bienne : jeudi 20 septembre, à 20h.15, au Restaurant St.-Gervais, discussion sur le thème "Les élections nationales et la participation de la LMR".

Lausanne : samedi 6 octobre, de l'après-midi au soir, au Café du Rond-Point à Beaulieu, journée d'information et de débats sur l'initiative maternité, organisée par le Comité vaudois pour une protection efficace de la maternité.

Elections nationales : à vos postes !

La LMR à la TV : le mardi 25 septembre dès 20h.20, "Bilan de la législature", interventions de membres de la LMR.

le lundi 8 octobre dès 20h.05, "Face aux partis", 2 membres de la LMR (Ch.-A. Udry et Claire Magnin) répondent aux journalistes.

le mardi 16 octobre, dès 20h.20, débat final, avec un représentant de chaque parti (pour la LMR : M. Thévenaz).

MEETINGS ELECTIONS NATIONALES

Lausanne : le mercredi 10 octobre, avec Ch.-A. Udry.

Genève : le jeudi 11 octobre, avec Ch.-A. Udry.

Neuchâtel : le vendredi 12 octobre, avec Alain Krivine.

Elections nationales

Nous sommes "extrêmement" réalistes

En période électorale, il est de règle de trouver dans les colonnes de la presse ouvrière l'énumération des motions et autres interpellations déposées au Parlement au nom des travailleurs; les populistes ajoutent qu'ils sont les seuls à y faire de l'opposition; les socialistes font miroiter des images agréablement floues, comme "gauche" et "progrès". Le lecteur ouvrier y cherchera en vain un tableau réaliste de la situation dans le pays, et si l'on y parle de faiblesses, ce sera avant tout pour rappeler que "la gauche" n'a pas une représentation parlementaire suffisante pour pouvoir défendre efficacement les intérêts du "peuple"... Ah, si la "gauche" pouvait convaincre un plus grand nombre de travailleurs, d'employés, de ménagères de se rendre aux urnes... tout irait mieux ! Mais voilà...

A première vue, rien de plus simple en effet, et l'on regarde de travers la LMR qui s'avise de venir "compliquer" le jeu en présentant ses propres candidats. Mais les choses ne sont peut-être pas aussi simples que, dans le souci apparent de se faire "bien comprendre" des électeurs-quin'aiment-pas-les-longs-discours, la "gauche" traditionnelle ne le prétend.

Suffit-il de croire que trop peu de salariés des deux sexes et de tous âges n'ont pas encore "compris" qu'il fallait aller voter, et voter "à gauche" ? n'y a-t-il pas quelque chose de vicieux, dans la réalité de tous les jours, sur les lieux de travail et d'habitation, qui explique ce manque de confiance dans les activités parlementaires du PS et du POP-PdT ? Pourquoi tant de salariés pensent-ils que gauche et droite, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ?

Oui, le jeu est vicieux ! La "gauche" traditionnelle se retrouve empêtrée dans les filets qu'elle a elle-même contribué à étendre sur la réalité quotidienne. Derrière ce manque de confiance dans la "gauche" se niche un manque de confiance du travailleur dans sa propre capacité de se défendre quotidiennement face au patronat. Il n'y a qu'à se rappeler l'absence quasi complète de l'organisation syndicale à l'intérieur des entreprises. Or c'est bien là, en dernier ressort, que se situe le vrai problème : ce manque général de confiance en l'organisation syndicale est le résultat de la politique des directions syndicales, et le manque de confiance en la "gauche" sur le plan électoral est le résultat de l'absence quasi complète de solutions ouvrières de la part de la "gauche" (syndicats, PSS et POP-PdT) aux attaques combinées que le patronat mène depuis plus de cinq ans pour faire endosser à la classe ouvrière les manifestations les plus

violentes de la crise économique et de ses suites. "Ne vous en faites pas, on négocie pour vous" : c'est à cela que se réduit en fin de compte la politique de paix du travail; "renforcez notre présence au Parlement", c'est à cela que se réduit en fin de compte la politique des partis de "gauche". Dans les deux cas, les travailleurs comprennent très bien que cette politique laisse au patronat les mains libres ! Les campagnes électorales des partis de "gauche" ne font que renforcer cette impression; le PSS s'acharne en tout premier lieu à ne pas se confronter directement à la bourgeoisie, à ne pas désigner les véritables responsables des nombreuses difficultés que les salariés rencontrent quotidiennement et s'il inscrit les "40 heures" dans son programme électoral, il se garde bien d'indiquer les moyens de lutte pour les obtenir. Dans ce jeu électoral traditionnel, il n'y a pas de responsables directs - il n'y a que des cibles inatteignables : les banques, les trusts du pétrole... et



Les Libéraux vaudois annoncent qu'ils présenteront leurs candidats sur des timbres-postes; pour rappeler qu'ils aiment bien qu'on leur lèche le cul ?

des objectifs de "progrès". Le PSS se garde de désigner le rôle du gouvernement, puisqu'il y participe... Mais même s'il décidait de retirer ses deux représentants, il continuerait à s'en tenir à la collaboration avec la bourgeoisie, parce qu'il se refuse à combattre les véritables causes des désastres capitalistes : la concurrence et le profit. Tant que "la gauche" s'interdira de provoquer une polarisation politique en attaquant les partis représentant le capital, la majorité des salariés continuera à penser que "tous ces partis font la même chose..."

Et la LMR ? Elle se présente aux élections, dans le but de se faire élire sur la base de ses propositions d'action. Les révolutionnaires ne réclament pas "plus", ne sont pas "plus extrêmes" que la "gauche" traditionnelle. Ils se battent avant tout pour redonner une cohésion et une capacité de riposte au mouvement ouvrier : quels sont aujourd'hui les objectifs à avancer pour permettre de

modifier le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière ? Tel est notre fil conducteur. A partir de là, nous disons aux travailleurs : la "négociation" à froid, les "classes d'information" dans les conventions, les prétendues "mesures de relance" du gouvernement, toutes ces "protections contre les licenciements" placées sous le signe de la collaboration avec la bourgeoisie, se sont révélées aussi efficaces qu'un beau parapluie de soie contre les retombées radioactives ! Ce qu'il nous faut, c'est préparer méthodiquement, au niveau des entreprises, au niveau des fédérations syndicales, un plan d'action pour imposer la réduction des horaires de travail à 40 heures et à moins, sans diminution des salaires, sans augmentation des cadences, pour permettre la réembauche et la répartition du travail disponible entre tous; ce plan doit être appuyé par les partis politiques du mouvement ouvrier. Deux exemples récents démontrent que cette voie est la seule réaliste; si les typographes sont les seuls à avoir obtenu les 40 heures dans leur convention nationale, c'est grâce aux grèves de 1977 à Genève et à Lausanne; si la Police Fédérale de Sécurité a été battue en votation, c'est grâce à l'unité que les partis de gauche et la majorité des syndicats ont mise en oeuvre pour montrer qu'il s'agissait essentiellement d'une police anti-ouvrière.

Nous ne nous distinguons pas seulement du ron-ron habituel de la "gauche" par ces objectifs d'action unitaire; nous dénonçons la bourgeoisie, ses richesses, ses manoeuvres pour démanteler la sécurité sociale et faire porter aux travailleurs la relance de ses bénéfices; nous savons que la bourgeoisie suisse est passée maître dans l'art de diviser la classe ouvrière et qu'une des premières tâches, si l'on veut redonner au mouvement ouvrier une capacité de riposte, est la levée des discriminations qui tiennent les immigrés, les femmes et les jeunes à l'écart; encore une fois, nous sommes "extrêmement" réalistes: tant que les immigrés seront rayés de la carte syndicale et politique, tant que les femmes seront sous-payées et moins payées que les hommes pour un travail semblable, tant que les jeunes seront sélectionnés au couteau pour avoir droit à une formation professionnelle monnayable, il sera difficile d'envisager des actions de l'ensemble de la classe ouvrière contre ses exploités. Nous voulons aller au Parlement pour y dénoncer ces scandales, pour que la voix de ceux qui proposent les seuls moyens réalistes de riposter aux attaques patronales soit entendue de tous.

F. Gonseth



Réduire le temps de travail... à la mode FTMH

Fin août, la Fiom (Fédération Internationale des syndicats de la métallurgie) a tenu une conférence sur la réduction du temps de travail. Au moment où les restructurations capitalistes suppriment toujours plus de postes de travail et accentuent les cadences, les syndicats se sont prononcés pour la semaine de 35 heures, considérant les 40 heures comme devant être la "référence au niveau mondial".



Il est vrai que la Fiom s'est contentée d'une déclaration de principe là où (par exemple dans la sidérurgie) une action syndicale internationale serait nécessaire pour riposter aux plans concertés du patronat et des gouvernements.

Les délégués de la FTMH ont, eux, prêché le contraire : "ne nous engageons à rien" est, en substance, leur mot d'ordre. Otto Fluckiger (La Lutte Syndicale, 29. 8. 79) a même répété le traditionnel plaidoyer patronal en disant : "Une étude a montré que les frais effectifs de la production à la pièce, épurés en fonction des taux de change effectifs et comparés avec ceux d'autres pays, étaient les plus élevés en Suisse et continueraient de croître. La réduction de la durée du travail doit donc s'opérer de telle manière qu'elle n'entraîne pas une augmentation brusque des coûts de production".

L'argument avait déjà été opposé à notre initiative 40 heures comme à celle de l'USS, pour préconiser des "conquêtes progressives" dans les contrats. Les résultats de la FTMH sont si brillants que les délégués n'ont osé en dire mot devant la Fiom :

* dans la métallurgie et la carrosserie, où les 43 heures ont été introduites le 1er janvier 1979, les 42 heures sont promises pour... le 1er janvier 1983 ! A ce rythme, les 40 heures sont pour après 1990... Fluckiger n'a vraiment pas de gêne.

* les réductions progressives dans les conventions devaient, disait la FTMH, assurer le maintien du salaire. Dans l'horlogerie, la FTMH vient d'accepter les 42 heures au 1er octobre 1979 sans compensation du renchérissement. Ad. Hatt, devant la Fiom, avouait que la situation est catastrophique, que "le niveau des salaires nous préoccupe fortement" mais que tout cela est nécessaire, y compris de nouveaux licenciements, pour que l'horlogerie suisse reste "bien côtelée sur le marché" !

* dans la Lutte Syndicale (29. 8. 79), André Ghelfi annonce qu'il faut continuer comme ça puisqu'il écrit : "Dans le passé, réduire le temps de travail signifiait abaisser les heures hebdomadaires ou journalières. Aujourd'hui, une vue aussi étroite est insuffisante; ce n'est qu'un moyen de diminuer la peine des hommes". La FTMH veut donc faire croire qu'après n'avoir rien obtenu ou capitulé sur l'horaire hebdomadaire, elle peut obtenir mieux... par la retraite anticipée ou les vacances !

* quant aux 35 heures, elle a déjà annoncé que ce sera avec réduction des salaires : "Dans la situation actuelle, caractérisée par un développement économique lent, l'objectif paraît presque hors de portée. Il apparaît difficile, sauf dans certaines branches, de descendre vraiment au-dessous de 40 heures. Mais voudra-t-on en rester là ? Ils doivent être sans doute nombreux celles et ceux qui seraient prêts à consentir une réduction de salaire pour ne travailler que 35 heures" (Lutte Syndicale, 9 mai 1979) !!!

En clair, pour ne "pas augmenter les coûts de production" alors que la productivité du travail a déjà considérablement augmenté durant la crise, la FTMH se prépare à négocier des lambeaux d'heures en moins ou des réductions de salaires ! Les chiffres ci-dessous, publiés par la Finanz und Wirtschaft des 23 et 30 mai 1979, montrent tout le bénéfice qu'en retirent les patrons (dont beaucoup, soit dit en passant, ont une filiale tout aussi rentable en RFA ou commercer avec elle !).

Coûts salariaux par heure de travail en DM (moyenne de toutes les branches)	Heures de travail annuelles effectives (vacances et autres déduites) d'un ouvrier de la métallurgie, 1978
Suisse 19,90 DM	Suisse 2 006 heures
Suède 20,10 DM	Suède 1 808 heures
RFA 20,06 DM	RFA 1 784 heures (10 o/o de moins !)

VPOD : Réponse à Walter Renschler

Echange de lettres entre le secrétaire fédératif et un syndiqué de la LMR

VPOD - Fédération Suisse du Personnel des Services Publics

le 12 juillet 1979

Cher collègue,

En date du 2 juillet 1979, tu nous as adressé un communiqué de la Ligue Marxiste Révolutionnaire aux fins de publication dans les "Services publics". Les "Services publics" sont un organe fédératif et non une tribune de presse pour les partis politiques.

Pour ce qui est du contenu du communiqué, je me permets de faire la remarque suivante : je dois rejeter avec fermeté le reproche de répression politique qu'on a déduit d'avis critiques à l'égard de la LMR. La présidente de la fédération, aussi bien que tout membre de la fédération, a le droit d'exprimer une opinion personnelle. Personne ne songe à accuser la LMR de répression parce qu'elle critique le mouvement syndical suisse.

Plusieurs mois avant le Congrès fédératif, la "Bresche" - dans son édition de février - annonçait la polarisation à notre Congrès fédératif d'Interlaken. On soulignait clairement que la LMR notamment approuvait la "politique de lutte et de confrontation avec la classe bourgeoise" en lieu et place de négociations avec les employeurs. On reprochait aux organes dirigeants de la fédération une politique collaborationniste. De la sorte, la LMR a sciemment provoqué cette polarisation. Elle n'a donc pas lieu de se plaindre du fait qu'au Congrès d'Interlaken les autorités de la fédération se sont exprimées ouvertement à l'adresse de la LMR. Il n'est pas étonnant non plus qu'on soupçonne la LMR de placer ses objectifs politiques au-dessus de la communauté solidaire des syndicats lorsque l'édition précitée de la "Bresche" soulève par exemple la question de savoir si à la VPOD, comme à la FTMH, un Manifeste ne serait pas judicieux. De plus, dans le premier numéro du bulletin syndical LMR de Bâle, on peut lire la phrase suivante : "Cependant, l'affirmation selon laquelle nous serions hostiles au syndicat n'est pas qu'un abominable mensonge".

J'ajoute, en guise de conclusion, la remarque suivante : dans son communiqué, la LMR se fonde, chose piquante, sur la presse bourgeoise pour imputer à tort à la présidente de la fédération que son allocation de bienvenue a été comprise comme "un signal pour accentuer la répression contre les membres actifs de la VPOD". La LMR n'a cependant pas les moyens de prouver cette affirmation inexacte : premièrement parce que la présidente de la fédération ne s'est pas exprimée dans ce sens et secondement parce qu'ainsi la presse - même la presse bourgeoise - n'avait pas matière à généraliser une critique adressée à la LMR.

Avec mes meilleures salutations,

VPOD - Secrétariat fédératif
Walter Renschler

Cher collègue,

Le 2 juillet, la LMR envoyait un communiqué à la rédaction des "Services publics", organe fédératif de la VPOD. Dans ce communiqué, la LMR prenait position sur les reproches épais que lui avait adressés la présidente de la fédération, Ria Schärer, dans son discours d'ouverture du congrès fédératif d'Interlaken. Dans ta réponse du 12 juillet, tu refuses la publication de ce communiqué car les "Services publics" ne sont

pas "une tribune de presse pour les partis politiques"...

L'argument est faible : personne ne cherche à faire des "Services publics" une tribune pour les partis politiques. Mais lorsque la direction d'un syndicat reproche à un parti du mouvement ouvrier de mener une politique préjudiciable au syndicat, de "se servir de combines de fractions ou des armes de la critique destructive pour jeter à bas la démocratie fédérative", alors ce parti a le droit le plus élémentaire de pouvoir répondre ouvertement, devant l'ensemble des membres, à ces accusations.

Dans ta lettre, tu suggères que les déclarations de Ria Schärer n'auraient exprimé que sa conception personnelle. Un discours d'ouverture de la présidente de la fédération, imprimé et mis à disposition de la presse, reproduit en totalité dans les "Services publics" - tout cela ne serait qu'une opinion strictement personnelle ? Comme il ressort de ta lettre, tu sembles partager l'opinion strictement personnelle de la présidente de la fédération; tu répètes en tout cas une série de reproches qu'elle avait faits lors du congrès. Je maintiens donc que les paroles de Ria Schärer doivent être comprises comme la position de la direction de la fédération. (...)



Tu sais aussi très bien, collègue Renschler, que les membres LMR de la VPOD comptent, depuis plusieurs années, parmi les membres les plus actifs de la fédération. Tu sais aussi que les membres de la LMR n'ont pas été pour rien dans l'augmentation, par centaines, des syndiqués, ces dernières années, principalement dans les secteurs de la santé publique et de l'enseignement. C'est ainsi, par exemple, que nous nous sommes toujours opposés, de manière décidée, aux tentatives d'autres organisations politiques, de construire des nouveaux syndicats dans le secteur public.

Mais nous savons, toi et moi, qu'il existe différentes conceptions de ce qui renforce ou affaiblit le syndicat. Contrairement à ce que tu te représentes, la LMR n'a encore jamais eu pour position de présenter la voie des mesures de lutte comme incompatible avec celle des négociations avec les patrons ou les autorités. Au contraire ! Nous croyons justement que l'on ne peut tout miser sur les négociations, mais que leur résultat dépend de manière décisive du rapport de forces entre les travailleurs et les patrons. Mais quelle est la force des travailleurs ? (...)

Depuis la crise, nous sentons tous que les patrons, les autorités et les partis bourgeois ne sont quasiment plus prêts à faire des concessions aux salariés. Au contraire, dans le secteur

public, ils ont détérioré nos conditions de travail par le blocage du personnel. Pourquoi es-tu donc si surpris que dans cette situation, une partie croissante du syndicat commence à se prononcer à nouveau pour une politique combative ? Ces syndicalistes combattifs n'ont-ils justement pas compris que c'est la seule voie pour modifier en notre faveur le rapport de forces ? Que les patrons ne craignent rien de pire qu'un mouvement ouvrier qui réapprend à faire grève ?

La LMR sait parfaitement que cela ne peut se faire en un jour, que quarante ans de paix du travail ne peuvent être surmontés en quelques semaines. Elle pense toutefois - et par-là elle se distingue de tous les autres partis du mouvement ouvrier - que rien n'est plus fatal que de continuer à miser sur une bonne collaboration avec la bourgeoisie et que rien n'est plus dangereux que l'attitude qui cherche "à ne pas effrayer la bourgeoisie". La LMR est également profondément persuadée que le mouvement ouvrier doit réussir à développer sur toutes les questions importantes des propositions et des activités qui développent l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière, de tous les salariés.

Plus loin dans ta lettre, tu soupçonnes la LMR de placer ses buts politiques au-dessus de la solidarité syndicale. Tu fondes ton soupçon en te référant à un article paru dans "Bresche" no 131 du 26 février 79 qui se demandait s'il ne serait pas judicieux de construire un Manifeste 77 dans la VPOD. Mais l'article que tu cites ne soulève la question que pour y répondre par la négative : une opposition organisée comme le Manifeste 77 n'est qu'une solution de secours, à laquelle les collègues critiques de la FTMH durent recourir, compte tenu de l'attitude de la direction de la FTMH, qui foulait constamment aux pieds les règles fondamentales de la démocratie syndicale. En outre, le Manifeste n'était en aucune manière un "enfant de la LMR" (pas plus que le courant combatif de la VPOD n'est un produit de la LMR); des collègues de ton parti y ont joué un rôle dirigeant.

Un dernier exemple : en juin, la LMR a proposé à toutes les organisations du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes un projet d'initiative commune exigeant la création d'ateliers publics d'apprentissage dans toute la Suisse. La LMR a contribué aussi de manière importante à ce qu'une telle unité se réalise autour de l'initiative pour l'assurance-maternité. Ce n'est vraiment pas la méthode d'un parti qui cherche à placer ses intérêts particuliers au-dessus des autres !

La LMR vise de manière opiniâtre et depuis plusieurs années le renforcement du mouvement ouvrier, la réanimation des syndicats, la création de larges fronts uniques du mouvement ouvrier sur les questions essentielles. Elle croit pouvoir faire, dans ce processus, des contributions et des propositions importantes. Elle n'exige rien d'autre que la possibilité d'exposer ouvertement ses positions dans les rangs du mouvement ouvrier.

La VPOD était jusqu'à maintenant un syndicat dans lequel la discussion ouverte de différentes conceptions était largement garantie. Elle doit le rester, à l'avenir aussi.

Dans ce sens, reçois, cher collègue, mes salutations les meilleures.

B. R.

Formation professionnelle

Discriminé(e)s, sélectionné(e)s: les jeunes immigré(e)s (2)

Les problèmes spécifiques de la formation professionnelle

"Nous nous trouvons en face du fait qu'actuellement des dizaines de milliers de jeunes immigrés ne pourront pas acquérir de formation professionnelle. Certains travaillent déjà comme manoeuvres. D'autres fréquentent les écoles de perfectionnement déjà mentionnées, sans fréquenter d'écoles professionnelles. C'est pourquoi ils ne reçoivent pas de qualification ni de formation suffisante afin de pouvoir entrer dans le cercle de production non comme simple manoeuvre mais au niveau supérieur. Ils ne peuvent compter que sur un engagement régulier en temps de conjoncture favorable au contraire des ouvriers suisses. Ce sont les derniers à trouver un emploi et les premiers à être congédiés. Celui qui aujourd'hui est fils d'un immigré appartient en règle générale aux classes inférieures de la société et va constituer une nouvelle génération de manoeuvres. L'assignation de travaux pénibles, sales, mal payés, sur la base d'origine ethnique rend ridicule tout effort d'intégration." 7)

En considérant le chiffre de 80 000 jeunes de la deuxième génération qui termineront l'école jusqu'en 1980, on voit que le problème de leur débouché n'est pas marginal et que sans riposte du mouvement ouvrier, ils représenteront un réservoir où le patronat pourra puiser pour reconstituer en grande partie son armée industrielle de réserve. En effet, nous pouvons constater que :

1) les jeunes étrangers se trouvent dans une forte proportion dans les classes terminales ou de développement, ce qui les condamne en général à devenir directement des manoeuvres, soit, d'après les recommandations de l'USAM (Union suisse des arts et métiers) 8), à acquérir une formation médiocrement qualifiée.

2) en extrapolant les résultats de l'enquête des Missions catholiques citée ci-dessus, ce seront au moins 40 000 jeunes étrangers qui se trouveront soumis à la pression du marché des places d'apprentissage. Même ceux qui peuvent accéder aux écoles professionnelles — environ 20 000 — seront soumis à des critères de sélection plus forts 9), ce qui ne leur garantit pas automatiquement une possibilité de qualification supérieure.

3) la plupart des apprentis étrangers se trouveront dans les branches commerciales/mécanique-électricité. Or, par l'étroitesse et la qualité de ces formations (par exemple vendeuse, coiffeuse, etc.) et par la difficulté de trouver un emploi à la fin de leur apprentissage 10), beaucoup d'entre eux sont destinés à travailler ensuite comme ouvriers non-qualifiés dans des fabriques.

A cette insécurité et à ces discriminations s'ajoute le sentiment d'être à nouveau marginalisés dans leur travail, contrairement à la période scolaire : dès lors, dans leurs loisirs, les jeunes immigrés se retrouvent entre eux et sortent ensemble, ayant de moins en moins de contacts avec la jeunesse suisse, sauf pour ceux qui poursuivent des études supérieures. De ce fait, et en tenant compte de leur atomisation pendant l'apprentissage, l'esprit n'est pas tellement à la révolte et à la prise de conscience politique. Mais les causes de la passivité et du désintérêt social ne sont pas uniquement structurelles. Et le manque d'attrait des associations ouvrières, politiques et syndicales, n'est pas fortuit.

La collaboration de classe des partis réformistes et des syndicats a érigé en norme l'apprentissage de maîtrise, le contrat individuel, la sélection "naturelle". Ce faisant, ils se limitaient à des aménagements minimes et à la lutte contre les "abus". "... le manche du couteau reste dans les mains du patron, qui peut sélectionner, offrir ou refuser la formation professionnelle. Le rôle insignifiant des syndicats sur le plan de la formation professionnelle est dû à la longue tradition politique..." mais il faut ajouter : de paix du travail et de soumission à la volonté patronale. Car on ne peut se contenter de dire que "... toutes les tentatives de présenter les intérêts des apprentis au moins au niveau de la politique contractuelle ont été vaines..." 11), alors que tous les moyens n'ont manifestement pas été mis en oeuvre. A titre d'exemple, à la conférence de printemps 1978 de la Jeunesse FTMH, il s'était manifesté une forte opposition à toute signature d'une convention collective de la métallurgie qui n'intégrerait pas explicitement les apprentis et leurs revendications. La direction de la FTMH est alors intervenue en disant qu'il fallait aussi penser aux autres catégories de travailleurs et aux avantages que leur rapporterait la nouvelle CCT. Ainsi elle acceptait d'abandonner les apprentis à leur sort pour conserver "la paix du travail et ses avantages" pendant 5 ans, plutôt que de se confronter au patronat sur ce point. Alors si "toutes les tentatives (...) ont été vaines", c'est que ces tentatives étaient incapables de renverser le rapport de forces en faveur des apprentis et des travailleurs en général pour imposer cette revendication.

Les apprentis étrangers n'intéressent les syndicats et la gauche réformatrice que comme futurs travailleurs-syndiqués-

cotisants (la cotisation syndicale d'un apprenti est dérisoire) et éventuellement comme électeurs-membres d'un parti, le droit de vote existant sur le plan communal dans certains cantons. De surcroît, les réactions xénophobes parmi les syndiqués aux réunions, ainsi que les réactions anti-jeunes (du genre "ils ne veulent plus travailler"), la non-prise en charge de beaucoup de problèmes professionnels des travailleurs immigrés, déclenchent une attitude antisyndicale chez eux et créent un sentiment de méfiance parmi les apprentis étrangers.

Et ce n'est pas le manque de présence et d'information sur les lieux de travail ou dans les écoles des arts et métiers, le manque de contrôle des cahiers des charges et de la formation en général, l'activité futile de la plupart des groupes de Jeunesse syndicale (qui consiste essentiellement en l'organisation de bals, excursions, de sport) ou la répression des directions fédératives lorsque certains de ces groupes entreprennent une action plus engagée qui vont contrebalancer ce sentiment et ce malaise.

Mais alors les organisations ouvrières italiennes, espagnoles, portugaises, devraient-elles "naturellement" les attirer davantage, d'autant plus que dans leur pays respectif, elles ont mené des actions plus dures et possèdent une influence et un prestige de masse ? Oui... mais les organisations du mouvement ouvrier immigré collaborent avec leur bourgeoisie nationale pour maintenir l'économie capitaliste à flot et n'ont pas démontré, ni dans leurs actions ni dans leurs propositions, la ferme volonté de résoudre les problèmes sociaux des jeunes. Au contraire, leur acceptation des plans de restructuration du patronat et de l'austérité,

jeunes, sans distinctions de nationalité, d'impulser une réflexion et des actions partant de leurs préoccupations ainsi que de s'occuper d'activités culturelles.

En présentant le projet d'initiative populaire "pour le droit à une formation professionnelle complète" nous disions : "Mais la discussion ne saurait se limiter, à nos yeux, au lancement d'une initiative. Elle doit également permettre de discuter comment mieux intégrer les jeunes et avant tout les apprentis à l'organisation et à l'activité syndicales. La reprise des revendications des apprentis dans le cadre de négociations contractuelles est l'un des terrains où, dès aujourd'hui, les syndicats peuvent et doivent engager une politique active. Dans les écoles professionnelles également, la discussion sur la proposition d'ateliers publics d'apprentissage peut contribuer à développer des groupes d'apprentis" 12). Cette démarche devrait faire apparaître plus clairement la situation de la jeunesse immigrée et les revendications qui en découlent :

* **salaire minimum** permettant une indépendance matérielle de l'apprenti. Ce montant devrait aussi être suffisamment haut pour exercer une concurrence sur les salaires des travailleurs non-qualifiés, pour les persuader d'entamer un apprentissage. C'est particulièrement important pour les jeunes filles étrangères, maintenues par une tradition idéologique et morale persistante dans leur rôle d'épouse-mère et de main-d'oeuvre d'appoint.

* **cours spéciaux** de rattrapage, gratuits et compris dans l'horaire de travail, pour combler les retards scolaires dus à la sélection sociale.



sous prétexte de sortir l'économie "nationale" du marasme, a aggravé les conditions de scolarité, de formation et de travail des jeunes. La conséquence en est que le mouvement ouvrier n'est pas (ou plus) le canal d'expression de leur révolte et de leurs aspirations à des changements.

Une deuxième raison de cette indifférence est que la plupart des organisations de la gauche immigrée n'arrivent pas à offrir un cadre de discussion et d'action aux jeunes apprentis ici-même, en Suisse. A leurs propres insuffisances politiques s'ajoutent la profonde intégration et la passivité de la classe ouvrière, ainsi que les divisions sociales engendrées par la période de "paix du travail" ainsi que celles de l'immigration. Cela entraîne des difficultés supplémentaires, qui s'avèrent le plus souvent insurmontables pour les organisations réformatrices immigrées, cela d'autant plus que leur pratique de collaboration avec des organismes communaux, cantonaux et consulaires ne mènent pas à des mobilisations ou à une activité qui pourrait engager davantage les jeunes apprentis et travailleurs de l'immigration.

Néanmoins, devant l'importance croissante du problème, certaines initiatives sont prises, qui mettent en évidence les possibilités multiples qui existent. A Bienne par exemple, s'est déroulé au début de cette année, à l'initiative du Comitato Cittadino, une première réunion avec des jeunes immigrés au sujet du problème de l'emploi. Après une deuxième réunion où le nombre de jeunes participants avait notablement augmenté, une nouvelle association a vu le jour, qui se propose de faire se rencontrer le maximum de

* **cours culturels** dans leur langue maternelle, gratuits et compris dans l'horaire de travail, avec des certificats reconnus dans leur pays d'origine. Ceci afin de leur permettre de conserver des liens affectifs avec leur pays ou de préparer une reconversion professionnelle.

Ces deux types de cours devraient se dérouler sous contrôle des organisations du mouvement ouvrier suisse et immigré.

José, août 1979

7) Arnold Niederer : Problemi della seconda generazione di emigrati, "ECAP-CGIL : la lingua degli emigrati", Guaraldi editore, 1977.

8) "La Situation du choix professionnel des jeunes filles et des élèves faibles est particulièrement difficile. Les jeunes filles médiocrement scolarisées éprouvent des difficultés toutes particulières à trouver une place d'apprentissage. Il est donc recommandé aux entreprises et aux écoles professionnelles d'éviter de poser des exigences d'entrée trop élevées et de donner également leur chance (!) aux jeunes filles et aux élèves faibles.", Journal des arts et métiers, organe de l'USAM, février 1979.

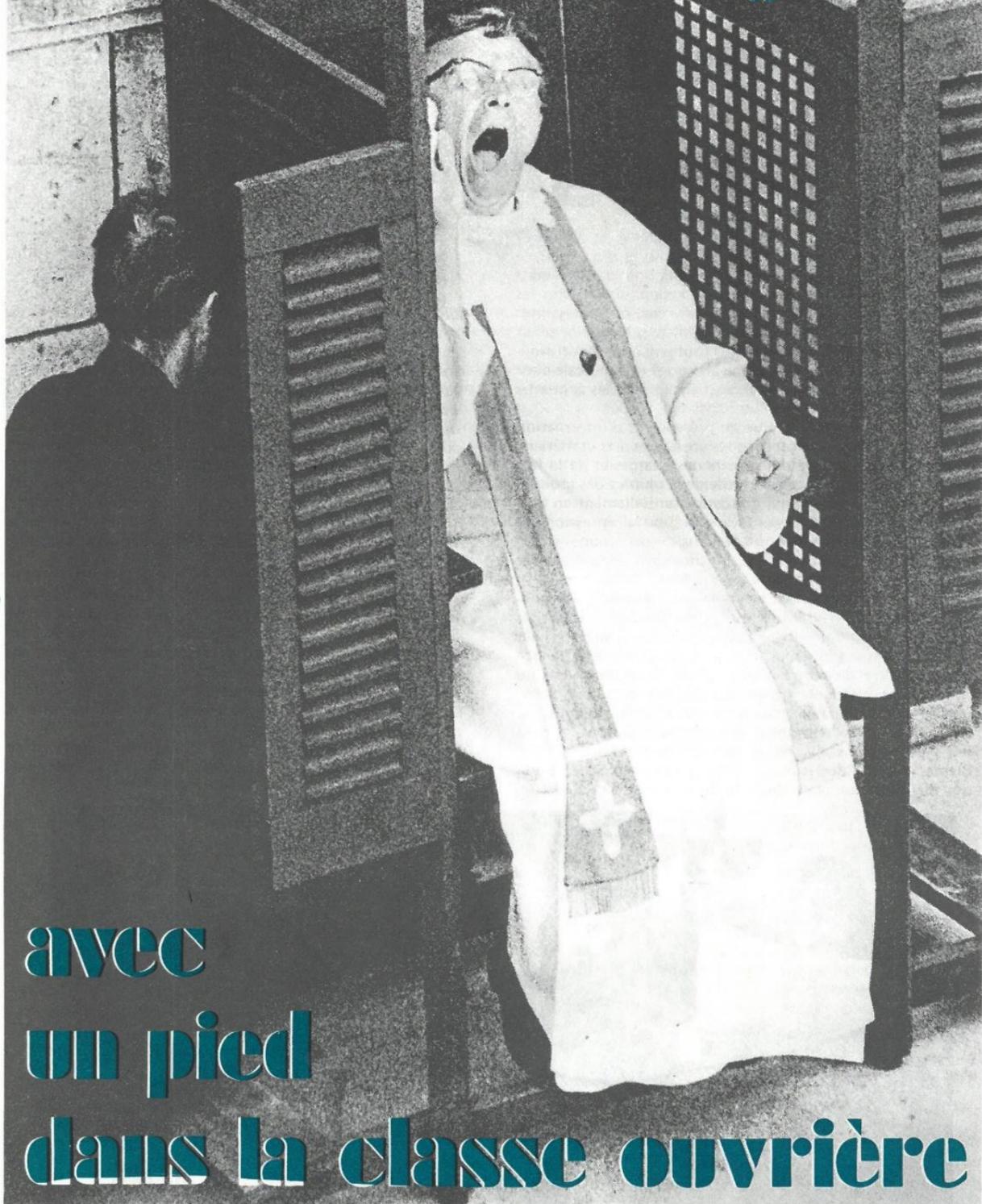
9) Comme le prévoit la nouvelle loi sur la formation professionnelle : formation élémentaire — apprentissage par degrés et différencié — école professionnelle supérieure. Cf la brèche no 195, 11 novembre 1978.

10) "Un peu plus de 50 o/o seulement de jeunes trouvent une place dans la profession qu'ils ont apprise !", Victor Moser à la Conférence de la Jeunesse FTMH, Thonon, mai 1979.

11) in "Intervention de l'Etat dans la récession et la politique migratoire", intervention de G. Bosa au "Convegno nazionale dei missionari italiani in Svizzera", Fribourg, 18-20 avril 1978.

12) in la brèche no 210, 16 juin 1979, où est présenté notre projet d'initiative.

PDC: 100% bourgeois



avec un pied dans la classe ouvrière

Pour beaucoup de travailleurs romands, le Parti Démocrate Chrétien (PDC) apparaît soit comme une espèce de subsistance archaïque sans signification particulière, ou comme un parti responsable mais ouvert aux problèmes sociaux. Là où il domine (Valais et Fribourg), c'est le parti des curés, des affairistes et des scandales. Cette image un peu "folklorique" passe cependant à côté de la réalité : le PDC, grâce à ses bastions dans la Suisse orientale et centrale, est le parti le mieux représenté à l'Assemblée fédérale; en outre, il est le seul parti bourgeois à disposer d'une implantation syndicale un peu sérieuse, par le biais de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). Et lorsque l'un de ses représentants les plus éminents, Furgler, déclare qu'en Suisse "l'entente entre partenaires sociaux pour éliminer la lutte des classes a fait ses preuves au bénéfice de tout le monde", il ne s'agit vraiment pas de folklore, mais bien d'intérêts matériels bien compris.

A sa fondation en 1912, le Parti Populaire Conservateur n'avait pas devant lui un avenir bien rose. Le courant idéologique n'allait pas dans son sens et sa base, à prédominance paysanne, se mettait à fondre; on assistait alors plutôt à une polarisation de classes; bref, on pouvait imaginer que son existence serait éphémère. Et pourtant le parti est parvenu à maintenir son audience auprès de 20 o/o des électeurs suisses, franchissant sans encombre les obstacles de la Grève générale de 1918 et surtout de Mai 68. Comment expliquer cela ? Comment caractériser le PDC ? De telles questions prennent tout leur sens politique, quand on sait que non seulement le Parti Socialiste fait les yeux doux aux démocrates-chrétiens, mais encore que les POCH et le Parti du Travail eux-mêmes cherchent à les intégrer à leur lutte "antimonopolistique".

Les bastions catholiques

Le développement inégal du capitalisme helvétique a fait naître, lors de la révolution de 1848, une constellation politique qui s'est prolongée jusqu'au XXe siècle. La bourgeoisie du Plateau suisse s'est rassemblée sous la bannière idéologique de l'anticatholicisme pour combattre les Jésuites. Elle a réussi, par la force militaire, à imposer son Etat central

contre les populations pré-capitalistes de la Suisse centrale et de Fribourg.

Les catholiques ont construit dans ces cantons leurs propres bastions, en s'opposant, pendant des décennies encore, à la Confédération. Les dignitaires catholiques-conservateurs formaient le noyau des partis cantonaux qui se confondaient pratiquement avec les appareils d'Etat. La Confédération a pu renforcer ses bases, grâce à la Constitution de 1847, contre la volonté des conservateurs. Mais l'essor économique, qui a marqué le capitalisme helvétique de la fin du XIXe siècle jusqu'à la première guerre mondiale (1880-1913), a permis au catholicisme politique de s'intégrer peu à peu dans l'Etat confédéré. En 1891 déjà, il avait placé à Berne son premier conseiller fédéral, le lucernois Josef Zemp.

Influence dans la classe ouvrière

Cet essor économique a accéléré la migration des fils de paysans des cantons catholiques et rétrogrades en direction des villes industrialisées. Et c'est à cette époque précisément que l'Eglise a réussi à organiser une partie de ces jeunes dans des "associations d'ouvriers et organisations masculines", plus tard même, dans des syndicats chrétiens. Ces derniers se sont réunis en 1907 au sein de la "Confédération des syn-

dicats chrétiens-sociaux de Suisse". C'est ce tournant en direction de la classe ouvrière qui a permis au PDC de survivre en tant que grand parti.

Au début de son existence, la bourgeoisie n'a pas pu exercer un contrôle politique définitif sur la classe ouvrière. Puis, au cours de la première guerre mondiale, la polarisation de classes a touché aussi les syndicats chrétiens et les a poussés à une politique syndicale inspirée de la lutte de classes. En 1917, par exemple, les ouvriers catholiques de l'usine d'aluminium de Chippis ont fait démarrer une grève dure qui a dû être brisée par l'armée. Ce n'est qu'au début des années 20 que cette dynamique a été rompue et que l'on a pu mettre les syndicats sur des voies corporatistes.

C'est dans la politique de la social-démocratie qu'il faut rechercher les causes politiques de la brèche durable ouverte par le PDC dans la classe ouvrière. Au niveau idéologique, le PSS se gargarisait, depuis le début du siècle, d'une rhétorique grandiloquente aux accents combatifs, matérialistes et marxistes. En revanche, sur le plan politique, le PSS n'avait pas de stratégie socialiste basée sur l'unification et la mobilisation des travailleurs. Il a parachevé la division du mouvement syndical et laissé s'éteindre la grève générale dans l'étouffoir de l'Etat bourgeois. Il a fallu ces événements, pour que les catholiques-conservateurs puissent exercer un contrôle définitif sur leur aile ouvrière.

La fondation du parti national

Depuis 1970, les catholiques-conservateurs ont essayé de réunir leurs partis cantonaux sous un seul toit. Cela échoua pendant des dizaines d'années, à cause de l'orientation très fortement cantonaliste des pontes du parti en Suisse centrale et des divergences qu'ils avaient avec les chrétiens-sociaux dans les cantons romands. Mais, l'intégration à l'Etat confédéré progressant, le rapprochement avec les radicaux devenant ainsi effectif, les démocrates-chrétiens, unis par un refus commun et strict du mouvement ouvrier, ont pu fonder le parti national en 1912. Cependant les chrétiens-sociaux demeuraient, dans plusieurs cantons, l'expression du mouvement ouvrier catholique, formant un parti indépendant, mais s'unissant aux démocrates-chrétiens dans la même fraction parlementaire.

Le PDC bourgeois et les clins d'oeil au fascisme

La première guerre mondiale et la grève générale ont soulevé le PDC et les radicaux au bloc bourgeois. Après l'échec essuyé par ces derniers lors des premières élections à la proportionnelle, le PDC a gagné un deuxième siège au Conseil fédéral. Dans l'entre-deux-guerres, il prit un cours plus dur que les radicaux par rapport à la classe ouvrière...

Au cours des années 20 et surtout depuis 1929, la base paysanne du PDC se mit à fermenter. Cela est apparu clairement lorsqu'elle repoussa massivement des projets et des lois que le parti appuyait. En outre, cette base ressentait confusément un besoin de changement politique. La droite catholique essaya alors de canaliser cette insatisfaction dans les voies du corporatisme inspiré du modèle mussolinien, et à la fin des années 20, l'idéologie corporatiste parvenait à s'imposer comme programme politique du PDC. Malgré des sympathies pour l'Italie, le parti n'est devenu ni fasciste, ni même fascistoïde. Il n'y a jamais été question de mobiliser les masses petites-bourgeoises pour écraser le mouvement ouvrier.

En revanche, le tournant à droite a été net dès 1933. En Europe, les changements des rapports de forces conséquents aux événements d'Allemagne laissaient tous leurs espoirs à la réaction helvétique. La tête catholique de l'heure était Philippe Etter, qui devait devenir bientôt conseiller fédéral. Son programme ne laissait aucune ambiguïté : élargissement des compétences de l'Etat fédéral, renforcement de la famille et musèlement de la classe ouvrière. Son enfant chéri : une armée forte.

Le "centre dynamique"

Avec le nouvel envol de l'économie au sortir de la deuxième guerre mondiale, la base des salariés au sein du PDC augmenta de nouveau, alors que les éléments petits-bourgeois devenaient moins nombreux. Le parti a reflété ces changements dans sa ligne. Dans l'entre-deux-guerres, il s'était placé à la droite des radicaux, en se détournant sans équivoque du mouvement ouvrier. Après la deuxième guerre mondiale, il partit à la chasse d'un deuxième siège au Conseil fédéral et se plaça entre les radicaux et les sociaux-démocrates.

A la fin des années 60, il a tenté une profonde métamorphose pour devenir un parti bourgeois moderne. A côté des modifications de sa base sociale, le parti a connu aussi les retombées de la crise naissante. Avec son conservatisme empuisé, il se coupait de la jeune génération bourgeoise. Ce sont des gens comme Furgler qui ont propagé la nouvelle philosophie d'un "conservatisme dynamique" pour laquelle il est possible de maintenir la société capitaliste et l'Etat bourgeois, mais à condition de s'adapter de manière optimale aux transformations sociales et politiques. La PFS, par exemple, est l'un de ces projets dynamiques. En 1970, le parti a laissé tomber le mot conservateur : il s'est appelé dès lors "Parti Démocrate-Chrétien" et se réclame d'une politique de "centre dynamique". L'intégration du Parti chrétien-social a été l'une des opérations essentielles de la réforme du parti : cette fusion organisationnelle a marqué le point culminant de l'influence bourgeoise dans les rangs des salariés.

Stratégie et idéologie

Il n'est pas difficile de définir les axes principaux de la politique démocrate-chrétienne : maintien du capitalisme,

tout en essayant d'atténuer ses contradictions; maintien et renforcement de l'Etat bourgeois, y compris de ses appareils répressifs (armée, police fédérale); maintien des structures fondamentales de la société, surtout de la famille et de la condition opprimée de la femme. Dans ce domaine, le PDC, pour des raisons idéologiques et à cause de sa base petite-bourgeoise, demeure plus sensible que d'autres partis bourgeois. On peut dès lors se poser la question de savoir comment des femmes "antimonopolistes" peuvent bien se représenter de faire un bout de chemin au bras du PDC. serait-ce par hasard sur la base de la plateforme : pas de pilule, ni d'avortement / pour une famille forte / pas de travail féminin et pas de crèches ?

Fondamentalement un seul mot suffit : bourgeois. Certes, il arrive que parfois le PDC se montre plus ouvert aux revendications sociales que les radicaux. Cela s'explique par la pression de la base salariée, mais dans la pratique, il y a bien peu de choses qui se concrétisent. Lorsqu'il est question de la diminution du temps de travail, le PDC dévoile aussitôt son jeu. Au cours de ces dernières années, il a soutenu tous les projets importants de la bourgeoisie, du démantèlement des dépenses sociales jusqu'à la TVA, en passant par les constructions de centrales nucléaires et la PFS.

Il enveloppe sa politique bourgeoise d'un nuage d'idéologie au nom de l'équilibre social, de la liberté et de la solidarité. Là, bien entendu, la religion catholique joue un rôle certain.

L'appareil et la base

Le PDC ne possède pas, à l'instar des autres partis bourgeois, un appareil de parti spécifique. Celui-ci est semblable, à quelques variations près à l'appareil d'Etat : des membres de l'exécutif et des parlementaires dans les cantons et au niveau fédéral. Ce sont les cadres administratifs des cantons catholiques qui forment la tête et l'épine dorsale du parti. La couche dirigeante du parti est formée de juristes et de fonctionnaires d'Etat, auxquels se joignent des paysans et des petits patrons. On y rencontre parfois de grands bourgeois influents comme le conseiller national Eisenring. Dans les cantons gouvernés par des démocrates-chrétiens, les membres du parti dominent largement tout l'appareil administratif.

On reconnaît là la base matérielle de multiples séductions qui s'exercent sur les juristes par exemple; mais c'est aussi la cause de scandales dans lesquels le PDC ne cesse de tremper : la Savro en Valais, le Crédit Suisse au Tessin, Vincenz et Sciuchetti dans les Grisons ou encore Bourgnicht à Fribourg. En effet, le PDC n'attire pas seulement des politiciens chrétiens, mais surtout des carriéristes endurcis qui ne s'embarrassent pas de différences entre christianisme et stratégie de parti — à moins, évidemment, qu'ils puissent se remplir les poches tout de suite et sans détours. Dans le climat politique et économique actuel, il est bien plus difficile qu'il y a 10 ans de passer l'éponge sur les petites et les grosses saletés de ces gens.

La base du parti, et surtout sa base électorale, se compose de bataillons de salariés et de petits-bourgeois. Un sondage a permis d'établir qu'en 1972 27 o/o des ouvriers de l'industrie privée votaient pour le PDC (40 o/o pour les PS et PdT), 28 o/o des employés des services publics (33 o/o pour les PS et PdT), 25 o/o du reste des employés (18 o/o pour les PS et PdT). Une chose demeure certaine : le PDC jouit auprès des salariés d'une audience politique qu'il ne mérite pas et qui fait grand tort au mouvement ouvrier. En résumé : un parti bourgeois avec une base petite-bourgeoise et ouvrière.

Une force miraculeuse d'intégration ?

Comment le PDC s'y prend-il donc pour maintenir sa base sociale hétérogène ? Comment fait-il surtout pour parvenir à intégrer politiquement une bonne partie de la classe ouvrière helvétique ? Par la religion peut-être ? Certes, mais dans une faible mesure; cette force magique ne saurait expliquer l'immense pouvoir d'attraction du parti; cela ne correspondrait ni à la réalité ni à la méthode marxiste. Il y a d'autres facteurs :

1. **L'essor capitaliste** de l'après-guerre a fourni les conditions matérielles de deux phénomènes. D'une part, on a vu se renforcer de manière générale le poids politique et idéologique de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière. D'autre part, il est évident que les rentrées fiscales de l'Etat ont permis au PDC de faire de généreuses concessions sociales qui ne coûtaient rien aux patrons et qui amélioreraient la condition des travailleurs. Dans cet ordre d'idées, la politique culturelle et les bourses d'études ont joué un rôle important au niveau cantonal.

2. **La politique de collaboration** du parti socialiste n'a pas peu contribué à favoriser la percée du PDC. Dans les cantons catholiques précisément, le PS menait une politique de collaboration de classes telle qu'un ouvrier un peu clairvoyant ne faisait pas la différence avec le "dynamisme" du PDC.

3. Le parti disposait de cadres capables de construire les **mécanismes d'intégration institutionnels et idéologiques** nécessaires à qui veut saisir sa chance à tous les tournants de la réalité. Il est parvenu ainsi à tenir en équilibre les différents courants sociaux, s'érigeant lui-même en arbitre et coiffant le tout de l'idéologie catholique. Les groupes différents sont organisés de manière autonome, par exemple, la Confédération des syndicats chrétiens; on leur accorde une part déterminée de sièges dans les instances du parti.

Le début de la fin ?

La rupture politique et économique des années 70 a fait apparaître les limites de la politique d'intégration du PDC.

On voit surgir aujourd'hui les premières différenciations.

Les problèmes de classes qui sont devenus actuels forment la principale de ces différenciations : les emplois, la politique sociale et financière. On observe dans les syndicats chrétiens, avec leurs 101 000 membres, une nette réactivation. En 1976, les groupes chrétiens-sociaux de Lucerne, Fribourg, du Bas-Valais et du Jura ont fusionné en un parti national. En 1970, le PDC espérait encore pouvoir absorber les chrétiens-sociaux. Cela n'a pas été le cas, et lors de plusieurs votations, on a pu voir la base salariée du PDC se déplacer vers la gauche.

Les problèmes du Tiers Monde forment un autre axe où se sont sensibilisés beaucoup de gens au cours des 10 dernières années.

Ces premières lézardes ne mettent certes pas en question la cohésion du parti démocrate-chrétien, mais elles ouvrent des brèches où le mouvement ouvrier pourra s'introduire.

Quelle politique adopter face au PDC ?

Sans avoir une conception personnelle du PDC, les sociaux-démocrates traitent ce dernier comme le parent pauvre et inoffensif des méchants radicaux, avec lequel on a certaines choses en commun, avec lequel, qui sait, on pourrait bien un jour se partager le Conseil fédéral... Les POCH, le PdT, le PSA cherchent des alliances avec les démocrates-chrétiens pour les gagner à leur front anti-monopolistique. Une telle politique entraîne des conséquences désastreuses. D'abord, elle subordonne les intérêts des travailleurs à ceux du parti bourgeois. Deuxièmement, elle redonne à la direction du PDC une crédibilité aux yeux des travailleurs démocrates-chrétiens chaque fois que les partis de gauche les harcèlent. Le PDC peut ainsi stabiliser son influence parmi les ouvriers.

Le mouvement ouvrier doit viser à faire sortir la masse des travailleurs du PDC et de sa tutelle bourgeoise pour renforcer ses propres rangs. Une telle politique comprend les éléments suivants :

- * Il s'agit de dépasser les divisions syndicales.
- * Des courants unitaires dans les deux ailes du mouvement ouvrier doivent viser à réunir les syndicats de branches de l'USS et de la CSC.



* Les syndicats chrétiens et les groupes chrétiens-sociaux doivent être intégrés systématiquement dans les actions unitaires des organisations de travailleurs.

* Il s'agit de dénoncer clairement et sans compromis la politique bourgeoise du PDC à tous les échelons, afin que les travailleurs et travailleuses se détachent de ce parti.

* Il faut user de tolérance vis-à-vis des croyances religieuses et des conceptions idéologiques. En revanche, il s'agit de mener une discussion sur les points communs et les divergences au niveau des intérêts matériels et politiques.

Il n'y a pas d'autre alternative pour permettre au mouvement ouvrier de serrer ses rangs et de s'imposer de façon victorieuse à la bourgeoisie et à son Etat.

um/lp

Les 7 péchés capitaux du PDC

ou le fossé entre le sermon dominical et la politique de chaque jour. Tout ce que le PDC a promis aux salariés dans son programme d'action en 1975 et tout ce qu'il n'a pas tenu...

1. *Programme sur le papier : le PDC favorise une politique de l'emploi "basée sur la protection contre le chômage et la rapide réintégration dans le circuit".*

Dans les faits : le PDC cautionne le démantèlement de 300 000 emplois et surtout l'exportation du chômage par le renvoi des immigrés (de surcroît souvent catholiques !).

2. *Sur le papier : "Pour l'amélioration de la condition de la femme : ces dernières doivent jouir de mêmes droits que les hommes, disposer, en particulier, des mêmes chances de formation et d'ascension professionnelle".*

Dans les faits : le PDC a soutenu la conception bourgeoise selon laquelle les femmes "en trop" devaient être renvoyées à leur foyer en cas de récession. Il avalise un système de formation professionnelle et sa loi qui défavorisent largement les femmes.

3. *Sur le papier : "Le système de formation professionnelle doit tenir compte des aspirations de chacun, pour développer les dons, les capacités et les potentialités individuelles".*

Dans les faits : le PDC a donné son accord à une loi sur la formation professionnelle qui règle les problèmes dans l'intérêt exclusif des patrons : misérable formation générale, contrôle par le patron, apparition d'une couche mal qualifiée par l'introduction d'une forme d'apprentissage court dans les entreprises.

4. *Sur le papier : "Nous devons penser et agir dans le domaine privé et économique pour la sauvegarde et la récréation d'un environnement sain".*

Dans les faits : le PDC soutient sans condition le programme nucléaire des lobbys de l'énergie.

5. *Sur le papier : "Sur le plan de la santé publique, chacun doit pouvoir prétendre, sans distinction de domicile et de revenu, aux mêmes soins médicaux".*

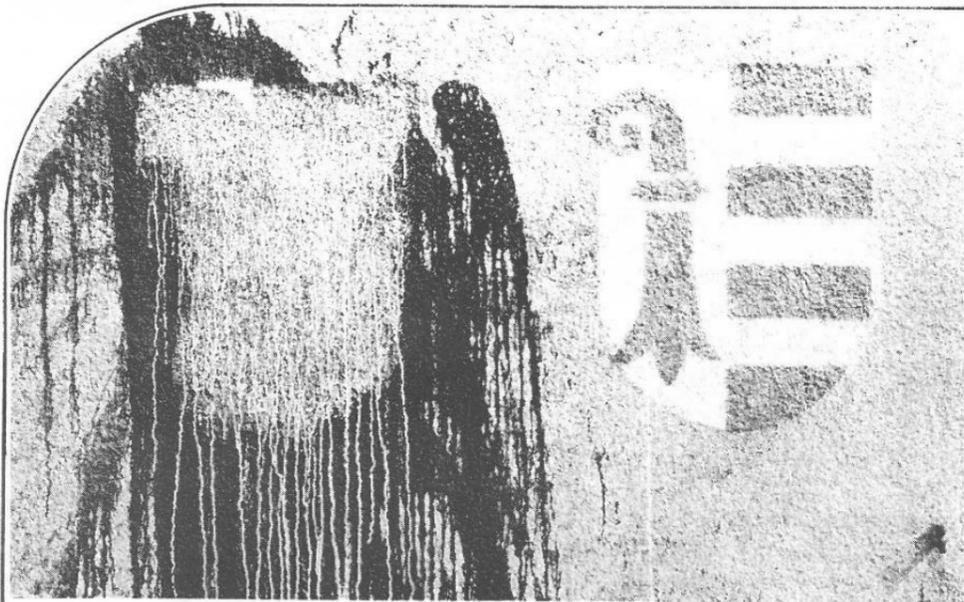
Dans les faits : le PDC a soutenu la suppression des subventions fédérales aux caisses-maladies. Cela entraîne l'augmentation des participations personnelles et touche avant tout la classe ouvrière.

6. *Sur le papier : "Pour plus de justice dans le domaine fiscal, la politique fiscale doit, plus encore qu'auparavant, tenir compte des différences de revenus entre les contribuables".*

Dans les faits : le PDC a cautionné deux projets de paquets financiers qui faisaient reposer des charges accrues sur le dos des salariés. Il refuse tout impôt sur la richesse et toute mesure efficace contre la fraude fiscale.

7. *Sur le papier : il réclame une "harmonisation des fiscalités cantonales".*

Dans les faits : la revendication n'est pas avancée, pour permettre aux riches de trouver un refuge fiscal dans les cantons "indulgents" et pour maintenir leurs privilèges aux avocats du PDC qui résident dans ces cantons (Zoug, Tessin, Nidwald).



interfoto

Jura-Sud: vers l'affrontement ?

Ces dernières semaines, la question jurassienne a rebondi : les déclarations hystériques, la violence verbale se sont succédées dans les deux "camps". A la dernière fête du peuple jurassien, à Delémont, le Rassemblement jurassien (RJ) a ressorti sa vieille thèse ethnique et raciste au nom de laquelle il entend priver du droit de vote toute une catégorie d'habitants du Jura Sud "d'origine germanique". Notons au passage que M. Béguelin a souligné des aspects positifs de la colonisation française quant au rayonnement de la culture. Les Occitans, les Corses, les Bretons, les Alsaciens, les Algériens et les Vietnamiens apprécieront !!! Le RJ a aussi répété son exigence : organiser de nouveaux plébiscites, et il a revendiqué le rattachement immédiat du district de Moutier. Au Grand Conseil bernois, certains députés et l'exécutif cantonal par la bouche de son président, M. Martignoni, se sont livrés à des attaques hystériques contre les séparatistes du Sud et le RJ. Certains sont même allés jusqu'à parler de "guerre" entre le canton de Berne et le Jura, tirant un parallèle historique avec l'annexion des Sudètes par Hitler. Enfin, au premier congrès du Jura bernois qui s'est tenu à Tavannes, le député socialiste Ory — co-auteur du livre rouge sur la défense civile — a, annoncé, au nom des mouvements antiséparatistes, que ceux-ci étaient prêts à "passer la serpillière" pour régler le cas des séparatistes du Jura-Sud, entendez par là les empêcher par tous les moyens de s'exprimer et limiter gravement la liberté d'opinion dans la région.

La mise au pas s'annonce particulièrement sévère pour les fonctionnaires ayant des opinions critiques ou séparatistes dans le canton de Berne, à la suite des déclarations scandaleuses du chef du département cantonal de justice et police, M. Bauder. Celui-ci a officiellement

reconnu le délit d'opinion et justifié les interdictions professionnelles en parlant de "zones grises" dans lesquelles les droits fondamentaux des individus ne peuvent être garantis. Dans le Jura Sud d'ailleurs, il y a longtemps que le droit de manifestation n'existe plus, les salles publiques sont systématiquement refusées aux mouvements séparatistes et une violence quotidienne s'est installée dans la rue : agressions physiques, bagarres.

Quelle est l'origine de cette poussée de fièvre ?

Le 23 juin 1974, la majorité des électeurs et électrices des sept districts jurassiens approuve la création d'un canton du Jura. A l'origine de la procédure, la révision de la constitution du canton de Berne du 1er mars 1970 qui fixait les modalités d'un tel plébiscite en reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple jurassien. En 1975, par le jeu des plébiscites en cascades demandés par les mouvements probernois dans les 3 districts du Sud du Jura, une majorité des électeurs (trices) décide le maintien de ces districts dans le canton de Berne.

Le RJ est pris alors à son propre piège. Il avait accepté les modalités de la procédure plébiscitaire essentiellement parce que les couches dirigeantes dans le Jura Nord, représentées par le PDC, voulaient le plus vite possible s'approprier les sinécures appétissantes d'un Etat cantonal du Jura. La course aux postes à laquelle on a assisté dans l'administration jurassienne a montré les aspirations réelles de la petite et moyenne bourgeoisie jurassienne : se partager le gâteau, participer au partage de la manne des subventions fédérales, s'assurer une promotion et profiter des nombreux petits avantages entraînés par la distribution de diverses commandes d'Etat, par exemple pour l'ensemble des

travaux publics. Ainsi le "désintéressement" et la volonté de défendre la "cause jurassienne" ne reposaient pas que sur des idéaux d'ordre général... sans contenu de classe. Roger Schaffter, membre dirigeant du RJ, qui a "bouclé" la dernière Fête du peuple, très lié au PDC, est le représentant le plus en vue de ces secteurs de la bourgeoisie jurassienne qui ont obtenu une place au soleil et qui ne veulent pas la remettre en cause en poursuivant le combat.

Une autre raison pour laquelle la direction du RJ a accepté de jouer le jeu du plébiscite est le fait que pour beaucoup de militants séparatistes, un canton du Jura ferait la démonstration aux Jurassiens du Sud des "progrès sociaux et économiques possibles" hors de la "tutelle bernoise", ce qui les déterminerait à continuer le combat et à rejoindre, plus tard, en ayant gagné des couches plus larges, le nouveau canton.

Au Nord, la réunification par l'union sacrée

"L'offensive" de Béguelin à la dernière fête du peuple jurassien est à mettre dans ce contexte : la mise en place du nouveau canton a révélé publiquement et crûment la rapacité de la petite bourgeoisie jurassienne, liée au PDC, à s'emparer des postes de l'administration. De plus, le Jura "canton modèle" a fait faillite si l'on considère par exemple le niveau extrêmement bas des salaires (la moyenne des salaires des femmes qui travaillent dans le textile en Ajoie n'est même pas de 6.-fr. de l'heure !), l'hémorragie de l'emploi, l'augmentation du chômage ou le retard dans les infrastructures sociales. Le thème de la réunification a pour fonction-clé de resouder les rangs, de refaire l'unité des jurassiens, de renforcer une union sacrée qui aurait pu être ébranlée par les réalités imposées à la majorité de la

population du Jura Nord dans sa vie quotidienne. Voilà pourquoi le RJ ressort de ses tiroirs l'idéologie nationaliste, où l'ethnie prime sur les classes dans une confusion sciemment entretenue, qui veut que la frontière exploitateur/exploité(e) ne passe pas entre la classe ouvrière (bernoise et jurassienne) et le patronat, mais bien entre Bernois et Jurassiens. En outre, les couches dirigeantes bourgeoises de l'Etat jurassien ont tout à gagner à une réuni-

noncé les illusions sur les possibilités de résoudre les problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontés les travailleurs jurassiens dans le cadre d'un Etat bourgeois jurassien. Contrairement à toutes les autres organisations ouvrières dans le Jura Nord (PSJ et POP), nous avons souligné qu'il était totalement inacceptable de renoncer à des revendications ouvrières, au nom de l'unité des Jurassiens pour défendre la "construction de notre



François Lachat, président du gouvernement jurassien : "A nous les sinécures gouvernementales !".

Interfoto

fication, du point de vue fiscal et de leurs possibilités économiques — les véritables centres industriels (Moutier, Bévillard, Reconvilier, St-Imier) étant tous situés dans la partie Sud du Jura.

Force démocratique sur le fil du rasoir

Les réactions virulentes de Force démocratique (FD) et du gouvernement bernois face aux revendications du RJ sur le Sud ont symétriquement la même fonction, celle de resserrer les rangs face à "l'envahisseur du Nord"; pour les notables des mouvements probernois, c'est aussi leur avenir politique immédiat qui se joue, leurs intérêts étant essentiellement liés à l'appareil d'Etat bernois. Et si le Jura Sud, resté bernois, "perdrait" Moutier, leur poids au niveau cantonal en serait encore plus négligeable. Ils risqueraient alors de perdre tout ou partie des prébendes de l'Etat bernois dont ils dépendent aujourd'hui. Leur base sociale, électorale, est extrêmement réduite — la minorité romande ne constitue qu'à peine 8 o/o de la population du canton de Berne —, leur marge de manoeuvre est par conséquent très faible. L'intransigeance fanatique est le seul choix possible, ils ne peuvent pas se permettre de céder d'un pouce aux exigences séparatistes. Leurs attaques systématiques aux droits démocratiques de la minorité séparatiste et l'idéologie fascisante développée par la direction de FD sont ainsi les corollaires nécessaires d'une telle situation.

Quelle réponse du mouvement ouvrier ?

La LMR a soutenu et soutient le droit à l'autodétermination du peuple jurassien et donc le droit à la création d'un canton du Jura. En parallèle, nous avons toujours dé-

noncé les illusions sur les possibilités de résoudre les problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontés les travailleurs jurassiens dans le cadre d'un Etat bourgeois jurassien. Contrairement à toutes les autres organisations ouvrières dans le Jura Nord (PSJ et POP), nous avons souligné qu'il était totalement inacceptable de renoncer à des revendications ouvrières, au nom de l'unité des Jurassiens pour défendre la "construction de notre

cantons". Au contraire, il fallait opposer à "l'unité nationale" prônée par les directions du RJ et de FD, une unité des travailleurs et de leurs organisations défendant leurs intérêts indépendamment des partis bourgeois. Aujourd'hui, dans le Sud du Jura, nous refusons également les tentatives des deux bords d'en appeler à une quelconque solidarité bernoise ou jurassienne. Dans cette région horlogère, la défense des salariés face à la crise ne passe ni par le rattachement au canton du Jura ni par le statu quo; elle passe par l'unité des organisations ouvrières contre la politique patronale, qu'elle porte l'écusson jurassien ou bernois. Parce que nous défendons le droit à l'autodétermination, nous sommes cependant favorables à l'organisation de scrutins par commune permettant à tous les habitants du Jura Sud de se prononcer à nouveau. Le droit de vote doit être accordé aux jeunes depuis 18 ans et aux immigrés, il ne peut être question d'en priver une partie de la population selon son origine. Les droits démocratiques ne se divisent pas; une telle position de principe est nécessaire, si l'on veut défendre, de manière conséquente, les droits démocratiques de la minorité séparatiste au Sud du Jura. Par ailleurs, toutes les organisations ouvrières de la région doivent conclure un véritable accord entre elles, imposant les règles de la démocratie ouvrière dans leurs confrontations politiques — c'est-à-dire, entre autres, excluant l'utilisation de la violence entre militants ouvriers pour "régler" un débat d'idées, respectant les droits démocratiques des minorités en leur sein, se battant en commun pour imposer le respect de ces droits face à toutes menaces ou atteintes.

JMD

Notre refus de l'appareillement de listes à Berne:

Aucune alliance avec des partis bourgeois !

Le 27 juin, la section bernoise de la LMR a proposé à tous les partis ouvriers (PSB, POCH, PdT et PSASJ*) un appareillement de listes pour les élections de cet automne. Le PSB a répondu rapidement négativement : "Le PS s'est exprimé depuis toujours contre les appareillements de listes de différents partis pour des raisons de fond". Le PdT et les POCH se déclaraient d'accord avec un appareillement avec la LMR... pour autant que les autres partis n'aient rien contre. Dans le PSASJ, une discussion était ouverte sur la façon d'assurer un mandat au Conseil National pour J.-Cl. Crevoisier, socialiste séparatiste du Sud.

Lorsque le PSASJ s'est décidé à constituer une liste commune sous la dénomination d'"Entente jurassienne" avec les partis bourgeois séparatistes (PDC et radicaux), la LMR s'est alors prononcée contre un appareillement de liste avec une

coalition ouvrière-bourgeoise : en effet comment est-il possible de prétendre défendre les salariés tout en concluant un accord avec des partis bourgeois — une liste commune —, avec ceux-là mêmes qui organisent le démontage social ? Séparatistes ou probernois, ils sont liés directement aux associations patronales et se prononcent pour une politique de restructuration dans la région horlogère, qui amène presque chaque jour son lot de licenciements. Cette liste commune, son appareillement avec celles du PdT et des POCH, ont été conclus dans l'objectif d'assurer un mandat séparatiste. En fait, cette politique contribue en fait à affaiblir et à diviser les travailleurs de la région. Au lieu de pratiquer une politique unitaire qui favorise une riposte ouvrière à la crise, ces partis, par leur politique de collaboration de classe, la rendent plus difficile encore.

Car, dans le Jura Sud, les salariés,

qu'ils votent séparatiste ou non, ont un ennemi commun : le patronat, quelle que soit sa position dans l'affaire jurassienne.

De plus à l'appareillement de liste "Entente jurassienne"-POCH-PdT s'ajoute "L'Alternative démocratique" de Berne, une scission de l'Alliance des Indépendants, le parti de la Migros. La LMR se refusait aussi à conclure un appareillement de listes avec ce parti qui ne développe aucune politique ouvrière. Si dans le canton de Berne nous n'avons donc pas pu conclure d'appareillement avec les partis ouvriers, nous continuerons à leur proposer de constituer un front unique contre les attaques patronales. Et nous appelons à voter la liste no 14 de la LMR, seule liste à présenter un programme d'indépendance et d'unité pour la classe ouvrière.

* Voir l'article sur le congrès du PSASJ paru dans la brèche no 204 du 17. 3. 79.



Chimiquement pur Un bourgeois bien tranquille...

Jusqu'à l'année passée, il gagnait officiellement plus d'un million par année comme président du conseil d'administration. Cet homme n'a qu'une voix aux élections nationales. Mais qui croira que sa "simple" voix n'a pas plus de poids que celle d'un ouvrier ? Un simple coup d'oeil, sans autres informations que ce qui transparait dans la presse, nous renseigne...

Ce bourgeois, nommons-le Adolf Walter Jann. Ce nom ne vous dit rien ? Allons, Seveso, vous avez oublié ? Et SMON, cette étrange maladie qui a fait des dizaines de milliers de victimes dans le monde, de par les "effets secondaires" d'un médicament ("Mexaform") qui se trouve curieusement encore en vente pratiquement libre en Europe — en Suisse aussi — après que sa vente a été sérieusement réglementée au Japon, où CIBA-GEIGY a été condamnée à payer plusieurs millions de francs de dommages-intérêts aux plaignants ? Ciba-Geigy, Hoff-Roche : les deux plus grandes entreprises de l'empire de la chimie suisse... Jann, qui n'est plus aujourd'hui "que" membre du conseil d'administration d'Hoff-Roche, a dirigé toute l'opération Seveso, toute l'opération "Valium" (ce médicament dont une commission du parlement américain demande aujourd'hui que sa vente soit contrôlée, parce qu'il engendre la même dépendance qu'une drogue). Le simple profane pourrait penser qu'un homme comme Jann s'engage pour la santé des gens et que pour le reste il a bien du souci pour se débarrasser sur les marchés mondiaux face à la concurrence; c'est oublier que l'industrie pharmaceutique suisse couvre une part énorme de ce marché : dix pour cent, ce qui signifie un quasi-monopole pour une série de médicaments; pour les colorants, cette part est de 13 o/o, pour l'agrochimie, CIBA-GEIGY occupe à elle seule le second rang mondial, et Genève est devenue le centre mondial de l'industrie des arômes.

Alors, pour les difficultés de la concurrence et la hausse du franc suisse, repassons : sur 41 826 employés du groupe Hoff-Roche (en 1978), seuls 9 243 étaient payés en francs suisses... Quant aux résultats financiers, les temps sont durs : en 1975, le cash-flow (réserves propres servant à l'auto-financement) de Ciba-Geigy se montait à 745 millions de francs, en 1976 à 940 millions, en 1978 à 968 millions; le bénéfice net correspondant à ces trois années est passé successivement de 191 millions à 320 millions et 360 millions de francs... Notez bien que ces résultats ont été produits par un effectif qui était de 76 116 personnes en 1975, 74 355 en 1976 et 75 294 en 1978... Le bénéfice net a presque doublé et les réserves ont augmenté d'un tiers, tout cela pendant qu'on diminuait le personnel de manière très décidée...

Ces beaux résultats d'"exploitation" derrière lui, Louis von Planta, président du conseil d'administration de CIBA-GEIGY, plaide, à la présidence du VORORT pour une réduction des dépenses sociales. Les subventions fédérales à l'AVS prennent ces Messieurs à la gorge et les "subversifs" (comme nous) qui "empoisonnent" le climat social menacent de leurs restreindre l'espace "libéral" pour continuer à... empoisonner les patients !

Mais revenons à Jann, d'Hoff-Roche. Il est sur la pente de la retraite : en 1977, il abandonnait son siège au conseil d'administration de Brown-Boveri, second trust suisse après Nestlé en nombre de personnel. A la fin d'une carrière, on se surprend à méditer. Que pensez-vous de votre carrière, Monsieur Jann, lui demande un journaliste du Basler-Zeitung (20. 6. 78). "Mon rêve de devenir avocat indépendant ne s'est pas réalisé"... Il est vrai qu'il a eu quelques compensations : avant

d'entrer chez Hoff-Roche, il avait été secrétaire de l'association suisse des banquiers, avant de devenir directeur général de la Société de Banque Suisse... "En tant qu'ex-banquier, je suis bien placé pour savoir comment les banques se comportent quand on a besoin d'argent" explique Monsieur Jann. On retiendra le conseil... Et il faut reconnaître qu'il est bien plus facile de se tenir à l'écart des griffes des banquiers quand on a des économies (Hoff-Roche, cash-flow 1978 : 574,8 millions, BBC, cash-flow 1978 : 579 millions...). L'ennui, c'est que ces Messieurs du Vorort sautent sur la nouvelle

fracassante comme quoi certains rentiers AVS se permettent de placer quelques centaines de francs sur leurs carnets d'épargne pour aussitôt réclamer à grands cris que les rentes de nos travailleurs à la retraite sont trop élevées !... Encore un de ces "effets secondaires" inattendus... Pendant ce temps, Hoff-Roche et Ciba-Geigy contribuent, de par leurs fertilisants, à répandre chaque année à la surface du globe quelques-uns des 130 millions de tonnes de produits agrochimiques, ce qui représente en moyenne près d'un gramme par mètre carré de substances dont bien des "effets secondaires"

restent inconnus ! De quoi se demander si le sort de l'humanité n'aurait pas été moins menacé si un homme comme Jann avait ouvert un petit bureau d'avocat... En attendant, il se rendra peut-être aux urnes le 21 octobre pour y déposer un — un seul, notez bien, nous sommes en démocratie — bulletin pour un parti de son choix. Lequel ? Nous vous laissons le soin de deviner; pour vous aider, donnons-lui la parole. Que pensez-vous des impôts, Monsieur Jann ? "Tout ce qui est au-dessus de 50 o/o est injuste"...

F. Gonseth

"Les principes de la démocratie occidentale" Le Crédit Suisse, professionnel du mensonge

"Non seulement le Crédit Suisse pratique l'interdiction professionnelle, mais il est encore un professionnel du mensonge". C'est en ces mots que le tract unitaire distribué à la mi-septembre par la plupart des organisations ouvrières devant toutes les banques lausannoises résume l'affaire de notre camarade licencié fin juin (voir son interview dans le no 213-214).

Interdiction professionnelle : "Vous avez travaillé cependant suffisamment de temps chez nous pour vous rendre compte que vos convictions personnelles étaient incompatibles avec une activité au Crédit Suisse. (...) Nous aimerions souligner que le Crédit Suisse, comme vous le savez, ne prend pas en considération la couleur politique lorsqu'il donne une appréciation sur un collaborateur qui reconnaît les principes de la démocratie occidentale." (lettre du 18. 7. 79).

Mensonge professionnel : "Oui, nous avons dû réorganiser le service des visas, nous a dit Monsieur Amy, sous-directeur, mais nous avons proposé un poste équivalent à M. C., qui l'a refusé. Nous avons ensuite agi légalement. (...) Quant à l'appartenance de M. C. à la LMR, qui aurait motivé son licenciement, M. Amy nous a déclaré ne rien en savoir. "Ce ne serait pas un motif de congé. Mais je comprends maintenant son comportement." (24 H., 4. 7. 79). "J'ignorais tout des sympathies politiques nourries par M. C.", déclarait encore le même sous-directeur à un autre journal (TLM). A deux semaines de distance, la direction générale de Zurich a donc démenti la direction lausannoise de la plus belle manière (c'est qu'entretemps, la "lettre ouverte au Crédit Suisse" avait été distribuée unitairement à Lausanne, Genève et sur le siège central de Zurich).

Il n'est pas sans intérêt de comprendre pourquoi le Crédit Suisse a pareillement "manoeuvré". Rappelons tout d'abord que la fiction de la "réorganisation" a servi à mettre hors course la commission du personnel, fort docile au demeurant, du siège lausannois; le mensonge a été dévoilé suffisamment tard pour que celle-ci (qui n'a d'ailleurs aucun pouvoir) ne revienne pas expliquer au personnel qu'elle a été bernée ! Même opération vis-à-vis de l'ASEB (Association Suisse des Employés de Banque) : la vérité éclate au moment où notre camarade est licencié depuis plus de 15 jours et les dirigeants lausannois et nationaux de cette association ne s'estiment pas du tout concernés par le mensonge avancé pour justifier le licenciement : "Vous aviez déjà choisi les moyens par lesquels vous entendiez défendre vos intérêts (allusion au recours à la dénonciation par tracts — réd.). Nous estimons dès lors que ceux-ci doivent rester sous votre entière responsabilité", a répondu le comité direc-

teur de l'ASEB le 5 septembre 1979 à notre camarade. Preuve est faite que le CS édicte des interdictions professionnelles, mais qu'importe pour l'ASEB, c'est une affaire privée entre un employé et le CS... Il ne fait pas de doute que dans ce cas les dirigeants de l'ASEB se sont mis du côté de la direction générale de la banque; il suffit pour s'en rendre compte de lire l'interprétation que la presse patronale, en l'occurrence l'AGEFI (22. 8. 79), donne de l'affaire :



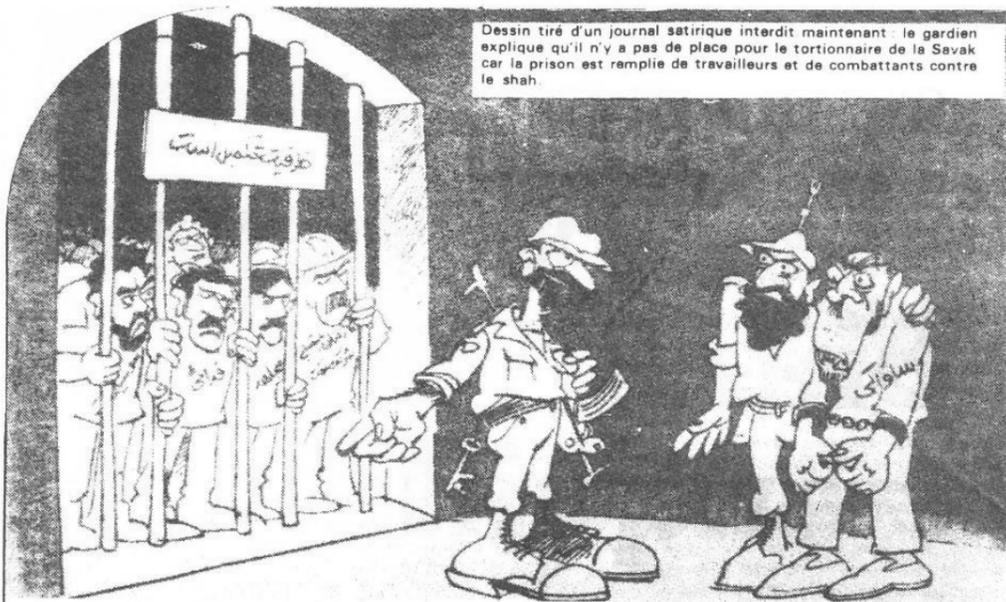
Après Chiasso, le licenciement d'un employé à Lausanne et en prévision de futures boulettes, les services prévisionnels du Crédit Suisse mettent à l'étude un modèle de parapluie contre les retombées des scandales.

"Dès lors, la banque a le choix entre deux solutions : soit laisser faire et risquer insensiblement de voir le climat se détériorer, soit rompre, dans la légalité, le contrat de travail. Pour des gens pas trop naïfs, c'est la deuxième solution qui s'impose. C'est ici que la question se corse, car l'employé congédié s'insurge, proclame que c'est un délit d'opinion et que son employeur n'a pas le droit de rompre le contrat s'il n'y a pas faute professionnelle. (...) Avec cela, on en vient tout naturellement à la thèse de ceux qui voudraient soit par consentement mutuel dans un contrat collectif, soit par une modification de la loi, restreindre le droit de licenciement des employeurs tout en le maintenant de façon absolue pour la partie employés. Cela existe déjà en fait dans plusieurs

pays, et ce n'est pas un des moindres aspects des difficultés de restructuration dans l'économie française."

L'organe financier met le doigt exactement sur le caractère préventif du licenciement de notre camarade, les envolées sur la "machinerie subversive" (Agefi) ou sur "les principes de la démocratie occidentale" n'étant là que pour faire croire à un cas très particulier, pour éviter que le commun des employés de banque ne se sente concerné. Or la conclusion de l'Agefi montre bien qu'il s'agit d'une "restructuration" se prépare dans les banques suisses et les banquiers tiennent à voir leurs possibilités de restreindre le personnel et de pousser l'automatisation, la déqualification du travail qui en découle, le blocage des salaires, sans rencontrer de notables tentatives de résistance syndicale de la part du personnel. Les travailleurs des banques n'ont pas une situation aussi privilégiée qu'on le répand habituellement : ils travaillent 44 heures par semaine, ils subissent une forte discipline patronale, augmentée par le chantage très fort au licenciement sans perspectives de retrouver un emploi, car les "trois grands" de la banque ont le bras long dans une majorité d'entreprises industrielles et commerciales (voir les difficultés que notre camarade rencontre dans la recherche d'un nouvel emploi !). La direction du CS annonce depuis pas mal de temps que "maintenant, il y a moins de marge pour les augmentations de salaires" et pas plus que les autres banques, elle n'est prête à entrer en matière sur une réduction des horaires. Quand on sait qu'il faut entrer en classe g (maximum k) pour toucher 2 000 francs par mois (célibataires) et que le plafond se situe à 3 000 francs pour la classe g (célibataires) après dix ans, on se rend compte qu'une reprise de l'inflation, liée à la poursuite de l'intensification du travail, peut amener à l'apparition de mouvements revendicatifs dans ce secteur. Eviter que naisse un tel mouvement, éviter qu'une véritable organisation syndicale — indépendante de la direction des banques — apparaisse comme une nécessité et une possibilité aux yeux des employés de banque subalternes, tel est le sens de ce licenciement. Les organisations qui mènent campagne à Lausanne pour le respect des droits syndicaux en partant de la dénonciation des méthodes du Crédit Suisse, après l'affaire de Sonja Devas (VPOD) au CHUV, celle des taxis de la CRT (et bien d'autres moins connues), font un utile travail de préparation d'un dispositif de défense en prévision de la prochaine attaque patronale de "restructuration".

F. G.



Après Mahabad, c'est la ville kurde de Baneh qui a été occupée mardi par les unités de la 64e division de l'armée iranienne et les milices khomeinistes des pasdars, les gardiens de la révolution.

La population de Mahabad, cette capitale historique du Kurdistan iranien, qui fut le centre de l'éphémère république autonome kurde de 1945-1946 a quitté massivement la ville pour se réfugier dans les montagnes environnantes avant que les chars lourds Chieftain ne pénètrent dans les ruelles désertées et ne défilent devant les échoppes aux volets de fer systématiquement baissés.

C'est également dans le maquis de la montagne kurde que se sont réfugiés les Peshmergas, les combattants et les milices des différentes formations interdites par le pouvoir central de Téhéran.

Ainsi le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan iranien, le Dr Ghassemlou et le leader religieux Cheikh Ezzedine Hosseini qui avait refusé de faire amende honorable devant les ayatollahs chiites de Qom ont-ils eux aussi gagné la montagne, cet environnement naturel où s'est forgée la nation kurde face à toutes les répressions des pouvoirs centraux. La presse de Téhéran totalement contrôlée par la droite islamique entonne des communiqués de victoire.

Mais la prise des villes kurdes, de Saqqez, Mahabad, Paveh, etc., pourrait bien ne constituer en fait qu'une victoire à la Pyrrhus. Car ce qui fait la force aujourd'hui du mouvement national kurde, ce qui explique aussi la détermination des autorités de Téhéran de liquider le défi des montagnards, c'est que la chute de la dictature Palhavi n'a pas seulement abouti à la résurgence de la revendication nationale, mais débouche dans cette zone directement sur la révolution paysanne.

"Les faux calculs des rebelles", "des revendications excessives?" Froid, distant et calculateur, le journaliste du Monde s'interrogeait, il y a quelques jours, après la chute de Mahabad, sur le triomphalisme et l'optimisme débridé des dirigeants kurdes qui les auraient empêchés de trouver une bonne solution, au moins de "gagner du temps" en jouant sur les divisions, les querelles de personnes et les luttes d'influence entre les différents secteurs de la hiérarchie chiite.

Et de citer, pour confronter cette critique du "gauchisme" du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), les retournements spectaculaires des deux grands ayatollahs "concurrents" de Khomeiny, le "progressiste" Taleghani (décédé cette semaine), proche de l'organisation des Moudjahidines du peuple et le "libéral" Chariat Madari, qui avait dénoncé la farce que constituait l'élection de l'assemblée des experts chargée d'amender la constitution.

Alors que le mois dernier Chariat Madari menaçait d'appeler son Azerbaïdjan natal à l'insurrection pour contrecarrer les plans de Khomeiny, il a appuyé sans vergogne la croisade antikurde lancée depuis Téhéran.

De même Taleghani, qui avait joué les messieurs "bons offices" lors des premiers incidents au Kurdistan en mars dernier, a dénoncé il y a dix jours la direction du PDKI comme "traître", parfaitement justifiable des tribunaux révolutionnaires islamiques tenus d'une main de fer par l'ayatollah Khalkhali. Ce regroupement tient en fait à la fois à la crise que traverse le régime et surtout au début de révolution sociale qui avait débuté dans les campagnes kurdes et qui faisait de cette majorité la pointe avancée de la révolution iranienne.

Les deux premières villes du Kurdistan où commencèrent les combats entre Peshmergas et Pasdars étaient décrites dès le début du mois d'août comme les deux centres de la révolution agraire.

Le développement des conseils paysans

Les différentes organisations politico-militaires kurdes de ces deux villes avaient constitué des organismes de front uni dans la paysannerie.

"Dans la région autour de Mahabad et Bowkan, des conseils de village ont été formés. Ils ont exigé

l'expulsion de propriétaires fonciers des villages et, dans une série de cas, ils ont semé sur les terres des propriétaires terriens ou récolté les récoltes qui avaient poussé sur ces terres avant de les répartir parmi la population. Ces conseils se développent très très rapidement autour de Bowkan, Mahabad et Saqqez" expliquait, début août, un révolutionnaire kurde interviewé dans Kargar l'organe du PST (section iranienne de la IVe Internationale).

Il décrivait ainsi le fonctionnement de ces conseils paysans: "Les paysans se rassemblent dans l'un des gros bourgs d'une zone rurale et forment un conseil représentant quinze ou trente petits villages et hameaux. C'est ce conseil qui prend en charge la conduite des affaires intérieures de ces villages, qui organise l'armement de chaque habitant à la seule condition qu'il reconnaisse l'autorité du conseil paysan. Il était prévu que ces conseils se coordonnent et soient centralisés au travers d'un conseil central".

L'armement et l'organisation des milices

Dès le mois de juillet, ces conseils paysans constituaient des milices

Khomeiny tente d'écraser une révolution agraire

paysannes chargées de l'autodéfense des terres récupérées sur les propriétaires fonciers: "Les conseils ont appelé tous les paysans possédant des armes à rejoindre les milices des conseils. Ils ont appelé également toutes les forces et organisations militaires à s'unifier sous leur autorité. Chaque fois qu'un de ces conseils paysans était formé, sans aucune exception, les grands propriétaires fonciers évincés et les réactionnaires envoyaient des groupes armés pour essayer d'empêcher la formation de ce conseil et tenter de disperser l'assemblée qui discutait la mise en place du conseil". C'est au Kurdistan à l'évidence que la révolution agraire est allée le plus loin. Mais l'exemple kurde, de cette nationalité où la droite islamique est particulièrement faible, risquait de faire tâche d'huile dans les autres nationalités de l'Iran, qui représentent au total 60 o/o de la population. Dans les autres nationalités, turkmène, arabe, azerie et baloutche, la question nationale est indissolublement liée à la question de la terre.

La réaction homogène de la hiérarchie chiite à l'égard du Kurdistan et de la révolution agraire qui y était entamée était directement

dictée non par des considérations tactiques politiques, mais purement et simplement par les intérêts de classe des forces sociales qui sont la base traditionnelle de la hiérarchie religieuse et donc de l'actuel gouvernement.

La réforme agraire du shah n'a concerné que 50 o/o des terres cultivées en Iran. Cette réforme n'est pas allée plus loin parce que la bourgeoisie iranienne, comme la plupart des bourgeoisies des pays du monde colonial et semi-colonial, est liée par mille et un liens, économiques, familiaux à la propriété foncière.

C'est pour cela que les ayatollahs, même les plus "progressistes" ou soi-disant, comme Taleghani, dénonçaient, dès le mois de février, à la fois les tentatives de contrôle ouvrier dans les entreprises et les prises de terre dans les campagnes. La terre à celui qui la travaille, la reconnaissance des droits nationaux des minorités, tels sont les seuls crimes du peuple kurde. Mais ils font partie de ces "crimes" aujourd'hui en Iran qu'aucun ayatollah ne peut pardonner sans trahir les classes sociales qu'il sert.

Sauvons nos camarades du PST

Le 2 septembre, la radio iranienne transmettait un communiqué du ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Yazdi, proche collaborateur de l'ayatollah Khomeiny. Dans ce communiqué, les autorités iraniennes reconnaissaient publiquement que toutes les ambassades d'Iran de par le monde avaient fait l'objet de démarches en faveur des douze militants du Parti Socialiste des Travailleurs, condamnés à mort une semaine plus tôt à Ahwaz. Dans ce communiqué, où ces actions étaient qualifiées évidemment comme l'oeuvre de groupes hostiles à la révolution iranienne, le gouvernement iranien démentait les condamnations à mort et annonçait que le procès se poursuivait.

Ce démenti est en fait un premier recul. Il signifie que grâce à la campagne internationale sans précédent qui a été menée, le gouvernement iranien a dû effectivement surseoir aux douze condamnations à mort qui avaient été prononcées.

Les exécutions devaient avoir lieu le lundi 27 août à 2h.30 du matin. C'est à la dernière minute que le crime a été arrêté, grâce à la campagne internationale déclenchée dès l'annonce du début du jugement une semaine plus tôt et grâce aux divisions accrues au sein même de l'appareil d'Etat et de la hiérarchie religieuse iranienne.

En Iran, des professeurs d'université, des membres de l'Association des écrivains, les travailleurs du pétrole à Ahwaz, les organisations de la communauté arabe, le parti Tudeh et le Cheikh Ezzedin Hosseini, l'un des principaux dirigeants de la communauté kurde avaient déjà demandé la libération des militants du PST.

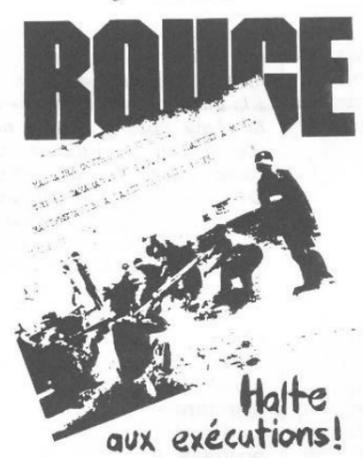
Après les condamnations, le procureur d'Etat pour la province d'Ahwaz, Hashemi, le gouverneur de la province du Khouzestan, l'amiral Maidani, le dirigeant de la Société nationale du pétrole iranien, Hassan Nazih et le procureur islamique de Téhéran demandaient que les sentences de mort ne soient pas exécutées et qu'un nouveau procès soit ouvert.

Abul Al Hassan Bani Sadr, l'un des proches conseillers de l'ayatollah Khomeiny, qui avait participé il y a quelques semaines à un long débat télévisé contradictoire avec l'un des dirigeants du PST, Baback Zeraieh, acceptait d'envoyer un télégramme aux autorités d'Ahwaz en demandant des informations sur le procès des militants du PST.



La même démarche était reprise par plusieurs députés, appartenant pourtant aux formations religieuses, de l'Assemblée des experts chargée d'examiner le projet de constitution.

Il est certain que c'est la situation politique et sociale au Khouzestan, comme l'immense retentissement de la campagne internationale qui ont amené ces divisions au sein du régime iranien.



Mais l'ouverture de ce nouveau procès ne doit pas nous faire baisser les bras. Nous savons malheureusement trop comment les rapports de forces, les luttes d'influence entre tel ou tel courant du mouvement religieux sont versatiles pour nous faire la moindre illusion. Nos camarades risquent encore la mort.

Ceux qui seraient condamnés à des peines de prison, comme les deux militants du PST condamnés à perpétuité, seraient en fait purement et simplement des otages aux mains des comités Khomeiny.

Il faut obtenir la libération pure et simple de nos quatorze camarades détenus à Ahwaz. La campagne doit continuer. Pour la défense des 14, pour exiger l'arrêt de la répression contre le peuple kurde et le ré-

tablissement de toutes les libertés ouvrières et démocratiques en Iran.

Les motions, télégrammes, etc., doivent être envoyés à l'ambassade d'Iran, Thunstrasse 68, 3 006 Berne, au Premier Ministre Bazargan à Téhéran, ainsi qu'au journal *Bambad Hafez*, 24 Zartoshtian Alley, Téhéran, Iran.

Le mardi 11 septembre, à Genève, une délégation du Comité Iran de Lausanne, de la LMR, du GTS, des militants des Jeunesses socialistes et du Parti socialiste genevois se sont rendus au Consulat d'Iran pour y apporter 400 nouvelles signatures — ce qui porte leur total à près de 1 000 — protestant contre les condamnations. Interrogé par la délégation, le consul a répondu, en substance: a) que ces militants n'avaient pas été condamnés pour des délits politiques, mais pour des crimes de droit commun, tels que sabotage, appel aux armes, etc... b) que de toute façon personne n'avait été condamné (ah bon?!), mais qu'ils étaient en procès, il ne savait cependant pas où... c) concernant l'existence de tribunaux parallèles, il en niait l'existence, mais comme l'Iran se trouve dans une situation révolutionnaire et que le gouvernement n'a pas assez de locaux ni de personnel pour exercer la justice normalement...

Bref, ces explications contradictoires et embrouillées montrent bien que rien n'est acquis; si la campagne internationale a pu arrêter la main du bourreau, il faut la poursuivre jusqu'à la libération complète des 14 détenus d'Ahwaz!

Ptr



File d'attente devant un magasin d'alimentation à Breslau (Pologne).

La crise, dans les «pays de l'Est» aussi ?

La presse bourgeoise n'a pas manqué de relever les importantes hausses de prix annoncées ou mises en vigueur dans les "pays de l'Est". Détachées de leur contexte, de telles "informations" ont une fonction précise : faire passer l'inflation — à laquelle tous les travailleurs d'Europe capitaliste sont confrontés — pour un phénomène "universel", et donc inévitable... Mais qu'en est-il au juste ?

Il n'y a pas de chômage !

Dans tous les "pays de l'Est", les sources officielles soulignent déjà que les objectifs du plan (1976-1980) ne seront pas atteints et de loin. "Rude Pravo" ne cache pas que l'économie tchécoslovaque est confrontée "aux problèmes les plus difficiles depuis le début de la construction du socialisme". En URSS, la production a augmenté au premier semestre 1979 de 3,5 o/o alors que le plan annuel prévoyait 5,7 o/o et le plan quinquennal 6,5 o/o. Elle a même reculé dans des secteurs déterminants comme les matériaux de construction, l'acier, les engrais, certains biens de consommation courants. En Pologne, la stagnation serait encore plus grave : + 0,6 o/o au cours des six derniers mois au lieu des 5 o/o prévus !¹⁾ Il n'y a donc aucun doute : la "construction du socialisme" n'est pas au beau fixe ! Et Georges Marchais ne manque pas de culot en jugeant "globalement positif" le bilan de l'URSS et des dites démocraties populaires...

Mais derrière les faits, il y a leur interprétation. Toute analogie entre la stagnation que connaissent ces pays et la crise du système capitaliste est erronée pour une raison bien simple : aucun de ces pays ne connaît le chômage massif et structurel des pays capitalistes ! La presse bourgeoise qui dresse cette analogie se tait prudemment sur les 17 millions de chômeurs des pays capitalistes avancés (soit l'équivalent de toute la population de la République Démocratique Allemande !), parce qu'elle aurait bien de la peine à les trouver "de l'autre côté du rideau de fer"...

Certes, des licenciements politiques ont lieu (comme par exemple contre les militants de la Charte 77). En régime bureaucratique, le "droit au travail" est étroitement lié à la capacité de se taire. Mais chacun comprendra la différence entre ce phénomène, comparable aux "Berufsverbote" de RFA, et la suppression de dizaines de milliers de postes de travail comme la connaissance de la sidérurgie ou l'horlogerie ! En régime capitaliste, où les investissements ne sont rentables que s'ils réalisent un profit, la crise élimine les forces productives (entreprises, postes de travail) non rentables. En économie socialisée, où les investissements ne sont pas soumis à la loi du marché mais déterminés à priori selon le plan de développement, la rentabilité insuffisante conduit certes à des contradictions importantes mais pas à la suppression massive de postes de travail et au chômage.

Un "capitalisme d'Etat" ?

Ce fait, indéniable, ne suffit évidemment pas à démontrer — comme le voudraient les partis communistes — que le "socialisme" commence à se réaliser en URSS ! Car qui dit socialisme ne dit pas seulement une économie nationalisée et planifiée, mais aussi un accroissement proportionnel du niveau de vie des travailleurs et donc leur exercice direct du pouvoir politique (pour décider quels investissements sont prioritaires, combien sera versé en salaires, combien en investissements sociaux, combien en nouvelles recherches, etc...).

De ce point de vue, la stagnation que connaissent actuellement les "pays de l'Est" est lourde de conséquences pour les travailleurs. Après les années de croissance relative, qui ont permis d'élever le niveau de vie des masses²⁾, le minimum vital (qui est proportionnellement plus bas que dans les pays capitalistes avancés) est menacé de connaître une nouvelle régression.

Le mécanisme en est simple. Comme le souligne "Le Monde" (8. 9. 1979), une série de biens de consommation indispensables au niveau de vie n'ont pas connu de hausse depuis des décennies, grâce aux subventions étatiques de l'économie socialisée. "Les loyers, qui représentent environ 3 o/o d'un budget familial moyen (20-30 o/o souvent pour le salarié d'un pays capitaliste ! — réd.) n'ont pas été augmentés depuis 50 ans, le prix du gaz et de l'électricité depuis 1949. La hausse des coûts est compensée par des subventions budgétaires qui représentent, par exemple, 25 milliards de roubles par an pour la viande et les produits laitiers et 5 milliards pour l'entretien des logements". Pendant ce temps, les salaires ont augmenté, même plus vite que la production durant les trois derniers plans quinquennaux en URSS³⁾.

Miracle du socialisme ? A voir ! Certes, aucun pays capitaliste ne peut se permettre ce type de subventions parce que les lois du marché y dominent. Mais il faut voir qu'en même temps ces subventions ne couvrent qu'un minimum vital extrêmement bas. Tout le reste, y compris des biens de consommation courants (habits, logements plus confortables, véhicules, une partie de la nourriture, par exemple) ne sont pas disponibles ou alors achetables au marché libre officiellement entretenu par la bureaucratie. Par exemple, le marché libre des kolkhoses ne représente que 2,5 o/o du commerce, mais assure environ un tiers de l'approvisionnement en fruits, en légumes ou en viande ! De même, à côté des logements subventionnés souvent insuffisants, le marché des appartements à acheter fleurit, atteignant des records (950 roubles le mètre carré au centre de Moscou; salaire moyen : 160 roubles). Le signe le plus marquant de cette contradiction est d'ailleurs le degré relativement élevé de l'épargne (URSS : 130 milliards de roubles dans les caisses d'épargne + 70-80 milliards estimés en "bas de laine"). La masse des fonctionnaires et bureaucrates hautement payés ont évidemment leur bonne part dans cette accumulation de "réserves", mais elle touche aussi bien des travailleurs. La raison en est simple : les revenus ont augmenté plus vite que la production, et donc que les biens disponibles.

La survivance de ces lois du marché dans la distribution des biens a fait dire depuis longtemps (aux sociaux-démocrates bien avant le génial président Mao) que ces pays sont un "capitalisme d'Etat". C'est ne pas comprendre en quoi consiste... le capitalisme ! Celui-ci se caractérise par une économie de marché généralisée, non seulement dans la distribution mais dans la production. En URSS ou dans les "pays de l'Est" (excepté des secteurs marginaux, qui ne sont justement pas dominants (il est impossible d'acheter une entreprise, des machines ou de la force de travail. L'existence de ce secteur nationalisé est précisément ce qui permet les subventions importantes allouées non seulement aux secteurs de production non rentables mais y compris à un certain nombre de biens de consommation (comme ceux indiqués ci-dessus).

Ce qui est vrai en revanche, c'est que le maintien de la distribution des biens selon les lois du marché (inévitables dans une première période de construction du socialisme)

n'est pas en train de disparaître mais au contraire se perpétue en URSS, avec sa cohorte d'inégalités sociales, dont les privilèges de la bureaucratie sont l'image la plus criante.

D'où vient la crise ?

Les hausses de prix annoncées ces dernières semaines en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie ne vont pas amoindrir ce phénomène ! Depuis 1977 les augmentations suivantes sont recensées en URSS : transports aériens 20 o/o, taxis 100 o/o, soieries 40 o/o, vaisselle 80 o/o, confection 15 o/o, voitures 18 o/o (certaines 50 o/o), essence 100 o/o, café 400 o/o, hausses au marché libre 20-30 o/o. Les travailleurs vont le sentir dans leur budget ! Pour la bureaucratie, un ouvrier qui s'habille à la mode ou roule en voiture dépasse le minimum vital et fait preuve de goûts de luxe !

Pour une part, ces hausses proviennent de l'inflation sur le marché mondial, comme pour le pétrole par exemple. Mais il faut en relativiser l'importance : le commerce avec l'Ouest ne représente que 3 o/o du commerce extérieur de l'URSS. Il touche néanmoins des points névralgiques (énergie, technologie avancée indispensable), d'où l'incidence immédiate de l'inflation sur le marché intérieur.

Le plus important néanmoins doit être cherché dans la très faible rentabilité de la production du secteur socialisé lui-même. Les experts tchécoslovaques, par exemple,

qu'ils n'ont pas leur mot à dire sur les choix économiques, sociaux, politiques ou culturels de la "construction du socialisme". Des décennies de ce "socialisme" n'ont pas supprimé mais entretenu les inégalités sociales et les privilèges. Si la bureaucratie profite de ses avantages dans l'appareil d'Etat, qui peut reprocher à un travailleur de produire au moindre effort et de garder son énergie pour des "petites combines" qui font la démerde de tous les jours (par exemple aménager son appartement avec le matériel pris sur le chantier) ?

Le document no 7 de la Charte 77 ("La violation des droits du travailleur") le rappelle par cette enquête officielle datant de 1969 :

le travail vous a intéressé	avant août 1968	après août 1968
beaucoup plus	46,8 o/o	0,9 o/o
un peu plus	20,1 o/o	2,6 o/o
sans changement	21,0 o/o	11,3 o/o
un peu moins	4,9 o/o	14,9 o/o
bien moins	3,1 o/o	68,1 o/o
ne sait pas	4,2 o/o	2,8 o/o

La conclusion s'impose : la crise des "pays de l'Est" est étroitement liée au contrôle qu'exerce la caste bureaucratique sur l'ensemble de la vie économique, politique et sociale. Sa solution passe par le ren-



Travailleurs en Allemagne de l'Est : produire au moindre effort pour une économie qu'ils ne contrôlent pas.

versement de cette bureaucratie et l'instauration du pouvoir direct des travailleurs eux-mêmes, organisés en conseils ouvriers et qui décident, démocratiquement, des choix centraux de la planification, de la fixation du minimum vital, des dépenses sociales de l'Etat, des investissements prioritaires comme de l'organisation du travail. C'est parce qu'elle redoute comme la peste cette intervention des travailleurs que la bureaucratie est aussi intransigeante sur toute manifestation d'opposition politique !

11 septembre 1979, M. Thévenaz

Les travailleurs s'en foutent

Ces mesures administratives ne résoudront rien pour autant — sauf qu'elles feront peser le poids de ces contradictions sur le budget des salariés. Car l'origine de cette faible rentabilité est avant tout sociale. En URSS comme dans les "démocraties populaires", les travailleurs s'en foutent parce

1) Le Monde, 22 août et 8 septembre 1979.

2) Un certain nombre de biens (habillement, TV, voitures, appareils ménagers) ont fortement augmenté par ménage de 1965 à 1975, approchant les pays capitalistes. Cf Inprecor no 33, 20. 7. 1978, page 8. Mais les salaires minimaux restent bas, les primes compensant le reste.

3) En Tchécoslovaquie, le plan 71/75 prévoyait 2,5 à 3,0 o/o de hausse des salaires, elle a atteint 3,4 o/o dans les faits. Il en va certainement de même cette fois.

Nicaragua: contre la détresse et l'impérialisme mobilisons-nous !

Quarante ans de domination du "clan" Somoza, ce laquais de l'impérialisme, ont entraîné de profonds ravages au Nicaragua : à la misère et à la famine "habituelles" s'ajoutait un taux de mortalité infantile de 120 à 150 o/oo (165 o/oo la première année d'enfance); le taux de mortalité général était de 16 o/oo. L'ensemble du secteur sanitaire était dans un état totalement déficient : le pays ne comptait même pas deux lits d'hôpital pour mille habitants; les vaccinations y étaient inconnues (la première campagne a été organisée par les Comités de Défense Sandinistes). Selon les chiffres officiels, sur 2,4 millions d'habitants, 700 000 étaient analphabètes, des estimations récentes fixent le taux d'analphabétisme à 65 o/o de la population. Le chômage touche 50 à 60 o/o de la population active. A cela s'ajoutent les destructions systématiques et conscientes de la politique de la terre brûlée menée par Somoza et sa Garde Nationale, sous l'oeil bienveillant et avec l'appui de ce grand défenseur des droits de l'homme, Jimmy Carter.

L'héritage de Somoza

Volontairement et avec méthode, la Garde Nationale s'est livrée à un véritable génocide : le gouvernement actuel estime à 40 000 les morts de la guerre civile; avec le même but — accroître au maximum les difficultés matérielles du peuple nicaraguayen en allant jusqu'à mettre en cause sa simple survie physique, afin que le soutien populaire au FSLN diminue rapidement —, la Garde s'en est prise à tout le pays. Les effets de cette dévastation se font sentir profondément dans tous les secteurs :

* **Santé** : les quelques hôpitaux mis en place par Somoza ont presque tous été détruits; or il y a 80 000 à 100 000 blessés à soigner, 60 000 d'entre eux exigent des soins continus. Les conditions de salubrité et d'hygiène publiques font que les maladies infectieuses se répandent (paludisme, tuberculose, typhoïde, poliomyélite). La malnutrition, dont on sait qu'elle entraîne des troubles du développement cérébral chez l'enfant, s'étend. Les gastro-entérites, les para-

sites intestinaux se multiplient.

* **Alimentation** : 1 million de personnes ont besoin d'aide alimentaire; les besoins quotidiens s'élèvent à 300 tonnes de nourriture par jour, cela jusqu'en février 1980 au moins. Jusqu'à fin août, l'aide alimentaire ne couvrait que 40 à 60 tonnes par jour. Même si elle semble avoir augmenté aujourd'hui (un peu plus de 100 tonnes) elle reste bien en-deça des besoins. Le pays ne dispose que de 7 jours de réserve pour les haricots secs et de 10 à 15 jours pour le maïs, qui sont les deux aliments de base au Nicaragua.

* **Agriculture** : le bétail a été soit vendu, souvent avant la chute de Somoza par les gros propriétaires fonciers, soit détruit par la Garde

d'engrais hypothèque lourdement les récoltes futures.

* **Infrastructure** : les 70 o/o des véhicules publics ont été détruits; les bombes incendiaires de la Garde Nationale ont ravagé la moitié du cordon industriel de Managua. Deux mille logements ont été détruits à Managua, 4 000 dans le pays.

* **Economie** : il ne restait dans les coffres de la Banque Nationale que 3 millions de dollars; la dette extérieure s'élève à 1,4 milliards de dollars (composée en majorité d'emprunts à court terme auprès de banques privées, dont les taux d'intérêts sont très élevés. Le service annuel des intérêts est estimé à plus de 300 millions de dollars). Les frais de reconstruc-

de dollars accordé à Somoza ! — et celle de 7 millions de dollars de la Communauté Economique Européenne (CEE) (qui vient de verser 3 millions de dollars au Mexique pour le développement de la recherche sociologique !). Ces nobles institutions n'ont cependant pas été touchées par une crise soudaine d'avarice, mais participent ainsi à la politique d'étranglement matériel appliquée par l'impérialisme.

L'impérialisme rôde

Rien ne serait plus néfaste que de croire que l'impérialisme, ayant essuyé une première défaite, s'apprête à abandonner la partie. L'incapacité provisoire d'intervention

que que la plus grande partie de cette aide aboutissait directement dans les poches de Somoza — et celle chichement accordée aujourd'hui. Parce que l'exemple nicaraguayen risque de déclencher une dynamique dangereuse dans toute l'Amérique Centrale, véritable chasse gardée des Etats-Unis, où leurs interventions sanglantes ne se comptent plus, l'impérialisme est prêt à affamer des centaines de milliers de personnes. C'est le prix qu'il veut faire payer à cet "insolent" peuple nicaraguayen, qui a osé s'en prendre aux racines de sa misère et de son oppression.

Par son silence, la presse bourgeoise apporte sa contribution à cette entreprise, empêchant que se développe largement l'indignation légitime soulevée par de telles méthodes.

L'autre aspect de l'intervention de l'impérialisme réside dans le contrôle des canaux de distribution de l'aide. Ainsi, il cherche à renforcer le poids des secteurs bourgeois en la faisant passer, par exemple, par les syndicats patronaux du Nicaragua. Ou bien, en recourant aux organisations humanitaires ou religieuses et non aux Comités de Défense Sandinistes, il vise à amoindrir leur utilité sociale et leur légitimité aux yeux des masses et par-là à restreindre l'ampleur de l'auto-organisation.

La bataille pour l'aide

Dès lors, la bataille pour l'aide matérielle est une bataille politique, une composante de la lutte anti-impérialiste internationale. Il s'agit d'obtenir :

une aide immédiate, pour faire échec à la politique de la terre brûlée de Somoza, à la stratégie d'étranglement de ses maîtres, pour soulager le plus rapidement possible les jeunes, les femmes, les paysans et les travailleurs du Nicaragua du fardeau de la faim et de la misère.

une aide sans conditions, adressée directement au Front Sandiniste de Libération Nationale, ou à tout organisme qu'il désignera lui-même, afin d'empêcher que par le choix des destinataires l'impérialisme puisse contrôler sa distribution et, renouvelant son chantage, influencer sur la situation politique au Nicaragua. Il faut d'ailleurs un sacré culot à ceux-là mêmes qui, lors du tremblement de terre, savaient pertinemment bien où aboutissait leur aide — à l'exemple du matériel médical et des médicaments des équipes de secours sanitaires, volés par le propre fils de Somoza dès leur arrivée à l'aéroport — pour vouloir aujourd'hui (et aujourd'hui seulement !) en contrôler la destination.

une aide massive enfin, en argent, en médicaments, en biens alimentaires et en pièces de rechange notamment.

Les succès que nous obtenons dans la campagne, qui doit démarrer sans tarder, contribueront, contre la volonté de l'impérialisme, à ce que les masses ouvrières et paysannes du Nicaragua puissent décider librement de l'avenir de la révolution.



photo la brèche

Nationale. Les poules ayant été mangées, vu le manque de viande, la production d'oeufs est passée de 60 000 à 10 000 par jour. Ce qui a non seulement provoqué une hausse de prix (plus du triple) mais entraîne un déséquilibre alimentaire supplémentaire (par manque de protéines). Alors que 175 000 hectares de coton étaient normalement ensemencés, il n'y en a actuellement que 35 600; le coton représentant une des principales exportations du Nicaragua, les devises, nécessaires à tout achat sur le marché mondial, vont faire défaut. Le manque de semences et

tion — pour autant qu'elle soit entreprise sans tarder — du pays représentent selon l'ONU, 2,5 milliards de dollars. Selon D. O. Saavedra, membre de la Junte du gouvernement, "la situation que nous traversons à l'heure actuelle est beaucoup plus grave que celle à laquelle nous avons dû faire face au moment du tremblement de terre".

Dans cette situation, on appréciera comme il se doit l'aide de 17 millions de dollars du Fonds Monétaire International (FMI) — qui en même temps annulait un crédit "stand-by" de 34 millions

militaire dans laquelle il se trouve ne signifie en aucun cas qu'il renonce à rétablir sa domination. Du reste, les 5 000 hommes de la Garde Nationale stationnés au Guatemala, au Honduras et au Salvador, n'attendent que les premiers signes de mécontentement populaire pour attaquer militairement le pays. Ce mécontentement, l'impérialisme cherche sciemment à le provoquer, en accordant une aide au compte-goutte. Il n'existe aucune commune mesure entre l'aide qui fut fournie lors du tremblement de terre — quand bien même il était de notoriété publi-

REVOLUTION, CONTRE-REVOLUTION ET DROITS DE L'HOMME

Fin août, le gouvernement argentin du tortionnaire Videla publie un projet de loi prévoyant que les personnes dites "disparues" pourront être considérées comme "décédées". En clair : les dizaines de milliers de "disparus", parmi lesquels plusieurs ont été vus vivants dans les camps de concentration militaires, pourront donc être "légalement" assassinés. En outre, tout opposant à la dictature sait maintenant qu'une fois arrêté, il pourra être considéré comme disparu — et donc décédé — tout aussi "légalement".

Le gouvernement argentin cherche ainsi à rendre impossible toute campagne pour la libération des prisonniers politiques afin de pouvoir multiplier ses crimes en toute impunité.

Mais où sont donc ces paladins des droits de l'homme, ces courageux défenseurs de toutes les libertés qui ont pour nom Jimmy Carter, Giscard d'Estaing, M. Thatcher, etc. Où sont leurs protestations émouvantes, leurs plaidoyers, leurs professions de foi ?

S'ils se taisent honteusement, c'est non seulement parce que Videla est un allié un peu encombrant et que dans ce cas-là, le

silence est vraiment d'or, mais aussi parce que sur le terrain des droits de l'homme et des libertés, la révolution nicaraguayenne vient de leur donner une gifle retentissante !

Alors que les militants du Front Sandiniste ont affronté durant des années un régime parmi les plus féroces du globe, alors que depuis septembre 1978 la Garde Nationale se livrait à un véritable génocide (20 morts par jour à Managua), aucune exécution n'a été prononcée à l'égard des responsables somozistes. Cette politique de clémence révolutionnaire exemplaire ("Notre vengeance sera le pardon" disait Th. Borge, ministre de l'Intérieur) s'accompagne d'un avertissement clair à l'attention de tous ceux qui la confondraient avec de la faiblesse et tenteraient de s'en prendre militairement à la révolution : le Front est clément la première fois, intraitable la seconde, en défense des droits démocratiques dont jouissent pour la première fois depuis plus de quarante ans tous les Nicaraguayens.

Ptr

Ptr